

**BOURGAULT**



**MAINTENANT  
OU JAMAIS!**

*Stanké*

PIERRE BOURGAULT

**MAINTENANT  
OU JAMAIS!**

*Stanké*

*À Jacques Parizeau,  
en hommage.*

## **M** AINTENANT OU JAMAIS!

Il y a des rendez-vous, dans l'histoire, qu'il ne faut pas manquer.

Nous en avons raté un en 1980 et nous vînmes bien proches de la fin. Je ne suis pas le seul à penser que cette chance historique aurait pu ne pas se représenter avant 30 ou 40 ans ou, pire, jamais.

Mais nous sommes chanceux, extraordinairement chanceux. Nous voilà replongés dans une conjoncture si exceptionnelle qu'on a peine à le croire.

Qui eut dit, il y a deux ans à peine, que le mouvement souverainiste du Québec allait non seulement reprendre du poil de la bête, mais qu'il allait, selon tous les sondages et toutes les opinions, recueillir une majorité des suffrages des Québécois ?

Bien sûr, il faut se garder de crier victoire trop tôt et il se pourrait bien que l'enthousiasme que nous avons pu constater depuis quelques mois retombe sans raison ou s'évanouisse sans espoir de rémission.

Il faut rester prudents. Mais cette prudence ne commande pas que nous restions assis bien sagement à attendre la suite des événements. Bien au contraire, il faut savoir les provoquer.

Dans les années soixante-dix, nous nous sommes emmêlés dans des stratégies compliquées et souvent contradictoires. Les stratégies étaient devenues l'objectif plutôt que le moyen et les analyses les plus pointues oubliaient constamment les forces en présence et la dure réalité politique.

Elles servaient trop souvent de prétexte à nos attermoissements et à nos tergiversations. Elles masquaient mal nos peurs. Elles nous donnaient l'illusion d'avancer pendant que nous faisons du surplace. Elles noyaient les objectifs et les priorités dans le puits insondable des volontés particulières et des choix personnels.

À tel point que nous avons fini par oublier le but que nous nous étions fixé et que nous allions par tous les chemins vers nulle part.

Il nous serait facile de retomber aujourd'hui dans les mêmes pièges. Chacun a sa petite idée sur ce que devrait être le Québec de demain et sur les moyens d'y parvenir.

Les stratèges patentés, qu'on croyait désormais endormis, s'en donnent de nouveau à cœur joie en multipliant les scénarios et en ajoutant les étapes.

Cela est dangereux. Nous pourrions encore rater le bateau mais cette fois nous ne pourrions pas plaider l'ignorance.

Or, si nous voulons éviter de retomber dans les mêmes ornières, nous devons constamment garder à l'esprit notre objectif et le rappeler sans cesse à tous ceux et celles qui veulent bien nous entendre.

Cet objectif est le même depuis plus de 30 ans, c'est l'indépendance du Québec.

Je me sens un peu ridicule d'avoir à le souligner mais quand je pense à tous les détours que nous avons pris et à toutes les contorsions que nous avons faites pour éviter d'en parler ou pour repousser indéfiniment l'échéance, je me dis qu'il reste impérieux de frapper toujours sur le même clou, au risque de paraître radoter.

Le concept flou de souveraineté-association relève la tête ; les superstructures de M. Bourassa traînent dans le paysage ; les propositions qui voudraient définir un nouveau Canada se multiplient ; les alliances douteuses et naïves se nouent dans un enthousiasme de parade, et nombreux sont ceux qui s'agitent en tous sens, forts de leurs initiatives personnelles, sans détenir le moindre mandat ou la moindre autorité.

C'est dans ce contexte que je me tue à rappeler l'évidence afin qu'elle ne soit pas noyée dans les eaux d'un certain lac nauséabond.

En même temps, je crois qu'il faut sentir l'urgence de la situation. C'est pourquoi je dis qu'il faut agir maintenant ou jamais.

Je n'aime pas beaucoup l'expression parce qu'elle a quelque chose de définitif qui correspond mal aux mouvements historiques et aux humeurs des peuples.

Mais si le JAMAIS m'agace il en va tout autrement du MAINTENANT.

Je sens très profondément que c'est maintenant qu'il faut agir parce que la conjoncture ne m'a jamais semblé aussi favorable. Pour la première fois de ma vie, je sens que je peux dire sans trop de retenue : Je verrai peut-être l'indépendance de mon vivant.

Je sais que je ne suis pas le seul à éprouver ce sentiment.

Aujourd'hui, tout concourt à placer le projet souverainiste en position de force, et même si la bataille est loin d'être gagnée, nous aurions tort de ne pas associer nos efforts les plus vigoureux à l'enthousiasme tranquille que manifeste le peuple québécois depuis un certain temps.

Dans l'histoire, les choses arrivent quand il y a conjonction entre les acteurs et les mouvements.

La conjoncture peut être favorable mais si personne n'est en mesure de profiter des événements, il ne se passe rien. C'est ce qui est arrivé en France, en 1968. Il y avait là une véritable

situation révolutionnaire que tous reconnaissent de façon indéniable. Mais il n'y avait personne pour porter ce mouvement au pouvoir. Le Parti communiste français aurait pu profiter de la situation mais, démodé, dépassé, déchiré et dénoncé, il dut se contenter de regarder passer la parade.

Par contre, les «révolutionnaires» se retrouvaient à la tête d'un mouvement spontané qui les débordait et, sans organisation véritable et sans encadrement adéquat, ils durent se contenter de parader devant un De Gaulle qui, d'abord médusé, retrouva vite le sens de la situation et s'en empara pour se maintenir au pouvoir.

Le contraire peut aussi arriver : les acteurs sans le mouvement.

C'est peut-être cela qui s'est passé au Québec en 1980. Il y avait bien les acteurs : un parti puissant au pouvoir à Québec, le Parti québécois, des militants solides et aguerris, un encadrement rigoureux.

Mais le mouvement, de toute évidence, n'était pas assez puissant et la force de l'adversaire, sous-estimée, le brisa tout net.

Les choses semblent différentes aujourd'hui.

L'adversaire principal est au plancher : Ottawa et le Canada anglais sont *knock-out* et il faudra un certain temps avant qu'ils puissent se relever.

Les acteurs, bien qu'éparpillés, sont plus nombreux que jamais et il s'en faudrait de peu pour qu'ils se rassemblent au sein d'une organisation puissante.

Le mouvement est palpable jusque dans la rue. Les sondages nous répètent à l'envi que le peuple bouge et qu'il va dans le sens que nous souhaitons.

Il semble donc y avoir conjonction entre les acteurs et le mouvement.

Or, cela ne dure jamais très longtemps, le peuple se lasse vite et les acteurs aiment changer de rôle.

C'est pourquoi je dis qu'il faut faire vite. C'est pourquoi je dis que c'est MAINTENANT OU JAMAIS.

Je vais donc essayer, encore une fois, de débroussailler le terrain, de définir les enjeux et de suggérer quelques moyens qui pourraient nous mener à nos fins.

Je n'ai pas de vérité mais je pense avoir quelque instinct.

Si j'ai raison — et contrairement à mon habitude, cette fois j'espère ne pas me tromper —, si j'ai raison donc, nous sommes arrivés à la croisée des chemins.

C'est parce que les carrefours sont dangereux et qu'ils peuvent facilement nous plonger dans la confusion que je veux aujourd'hui poser quelques balises et afficher quelques indications.

**J'écris donc ce livre avec tout le sentiment d'urgence qui m'habite et avec toute la ferveur qui anime le peuple québécois et qui me nourrit.**

**Je l'écris à chaud, c'est-à-dire pendant que les événements se déroulent sous mes yeux et pendant que la situation change d'une journée à l'autre. C'est pourquoi je serai parfois en avance et parfois en retard. Et parfois, je l'espère, je frapperai dans le mille.**

**J'écris vite et raide, pour arriver à temps.**

**Parce qu'il nous faut agir vite et raide, pour arriver à temps.**

**Parce que c'est MAINTENANT OU JAMAIS !**



PREMIÈRE PARTIE

***La conjoncture***



« **V**ous souvenez-vous de ce jour où nous nous sommes remis en marche, quelque part autour de 1990 ? Moi, je m'en souviens. »

C'est ainsi que je terminais le livre précédent, en avril 1989.

Pour étayer cette affirmation, je m'appuyais alors sur quelques minces indices mais je ne croyais pas si bien dire.

Depuis, tout a été si vite que j'en reste pantois.

Jamais je n'aurais cru que nous pourrions en être là aujourd'hui et pourtant, tout le monde le dit, la conjoncture n'a jamais été aussi favorable.

Qu'est-ce que la conjoncture ?

C'est un ensemble d'événements, de circonstances, de mouvements d'opinion, de sentiments de nécessité, de désirs profonds et souvent inavoués.

La conjoncture favorable est la réunion de tous ces éléments dans un lieu et en un temps donnés. Elle est donc favorable à un objectif mais pas à son contraire.

La conjoncture est aujourd'hui favorable à l'objectif de la souveraineté du Québec. D'ailleurs, il n'y a pas que les souverainistes pour parler de conjoncture favorable. Jean Chrétien, pour sa part, n'imagine une conjoncture favorable pour son option — son idée fixe — que le jour où tous les Québécois auront visité les Rocheuses.

La conjoncture favorable ne se décrète pas. Elle est ou elle n'est pas. Encore faut-il savoir la reconnaître. Dans le cas qui nous occupe, je pense que les signes ne manquent pas.

# LE CONSENSUS

**I**l y a quelques mois, on parlait du consensus qui commençait à se dessiner au Québec. Quel consensus ? Autour de quoi ? Difficile à définir. On restait vague.

Il y a quelques semaines, après l'échec de l'accord du lac Meech, on ne parlait plus d'un consensus en voie de formation mais bien d'un consensus réel, formé, solide.

On en prit bonne note en tous lieux, au Québec comme ailleurs, et la chose fut tenue pour acquise.

Désormais, on allait parler du consensus comme on parle de la dernière récolte de bleuets au lac Saint-Jean : « Ils sont gros, cette année, abondants et sucrés. »

Donc, la récolte sera bonne.

Donc, le consensus nous promet une bonne récolte.

Mais une récolte de quoi ? On ne le sait pas au juste, mais ça ne fait rien puisqu'il y a consensus. Encore une bonne façon de tourner en rond, mais ça fait plaisir quand même.

À vrai dire, il n'y a pas de véritable consensus. Il y a des tendances, des mouvements, des

déclarations qui semblent concorder, il y a des «tournants majeurs», il y a des sondages qui peuvent nous faire croire que... il y a de l'agitation dans l'air.

C'est cette agitation qu'on confond un peu trop facilement avec un consensus.

Mais il y a loin de ces turbulences à l'accord massif ou au consentement du plus grand nombre qui définit le consensus.

Quoi qu'il en soit, cela n'a pas d'importance puisque la perception qu'on a d'une réalité est souvent plus importante que la réalité elle-même.

Si donc on «perçoit» le consensus, on peut affirmer qu'il existe, et c'est ce que nous faisons tous sans trop nous soucier de creuser plus avant pour découvrir la vérité.

Cette perception permet à la conjoncture favorable de s'épanouir davantage. Que la perception soit juste ou non ne change rien au fait que bon nombre de gens qui se croyaient minoritaires il y a peu se voient soudain projetés dans le camp de la majorité.

*Success breeds success.* C'est ainsi que, devant le succès apparent d'une idée, les incroyants se convertissent, les tièdes se réchauffent et les peureux se mettent à gueuler.

L'apparence du consensus provoque une dynamique qui peut mener au consensus réel.

Dans le cas qui nous occupe, c'est l'idée de la souveraineté du Québec qui fait son chemin

dans les esprits. Une idée qui reste bien vague pour nombre de gens mais une idée qui ne fait plus peur. C'est déjà beaucoup de gagné.

La conjoncture est donc favorable aux souverainistes qui, forts de la dynamique du temps, peuvent proposer leur discours sans craindre de se faire lancer des tomates.

Aucun mouvement n'est irréversible mais, lorsque la conjoncture est favorable, le mouvement engendre le mouvement et on a l'impression que rien ne pourra l'arrêter.



## LES JEUNES ET LA LOI 178

**S**i j'ai pu déceler quelque mouvement, il y a près de deux ans, c'est d'abord chez les plus jeunes que je l'ai senti.

Nous n'étions pas encore tout à fait sortis de la morosité post-référendaire et la plupart de ceux et celles qui avaient autrefois milité pour l'indépendance contemplaient leur rêve brisé avec une amertume certaine et un désespoir contenu.

La léthargie.

Pas plus que les autres, je n'avais le cœur à l'ouvrage.

Il y avait près de huit ans que je n'avais pas été invité à parler dans une polyvalente ou un cégep. C'était un lieu commun que d'affirmer que la jeunesse était dépolitisée et que nos enfants ne s'occupaient plus que de leurs petites affaires personnelles. Pas surprenant, nous leur présentions un bel exemple de démission.

Mais beaucoup de jeunes vivaient des situations que nous ne connaissions pas et, de façon presque souterraine, s'armaient l'esprit pour de futurs combats.

Je reçus une première invitation, puis une deuxième, puis 10, puis 40.

Les premières venaient d'élèves qui fréquentaient des écoles où les allophones formaient la majorité. On y parlait anglais plus souvent qu'autrement et les jeunes, impuissants, ne savaient plus où donner de la tête.

Ils se défendaient comme ils pouvaient mais, sans moyens et sans encadrement, ils piétinaient plus qu'ils n'avançaient.

Quelques-uns, plus déterminés, commencèrent à créer des organismes de défense du français — eh oui ! dans nos écoles dites françaises — et c'est ainsi qu'ils eurent l'idée de m'inviter à leur parler et de langue et de souveraineté.

Je fus le premier surpris de constater leur réceptivité.

Ils ne connaissaient à peu près rien du discours indépendantiste, mais ils salivaient de plaisir à l'entendre comme s'ils y trouvaient une première réponse à leurs questions.

Dans toutes les écoles, je retrouvais la même ambiance, le même enthousiasme serein et détendu, la même curiosité et la même détermination.

Se pourrait-il, me disais-je, dubitatif, que nous soyons en train d'assister à la renaissance de quelque chose qui ressemblerait plus ou moins vaguement à nos rêves de jeunesse ? Je mettais

autant de prudence à répondre à la question que je mettais de réserve à la poser.

Au fond, je ne voulais pas y croire.

Quelques mois plus tard, l'Assemblée nationale adoptait la loi 178 et le mouvement se mettait en marche pour de bon.

D'un côté, les Anglais qui se disaient martyrisés. De l'autre, tous ceux et celles qui se disaient floués.

Du coup, les invitations se multiplièrent. Elles ne venaient plus seulement des écoles à majorité allophone mais de nombre d'écoles de Montréal et surtout de l'extérieur de la ville où toutes les peaux étaient blanches et tous les mots de la langue de Molière.

On s'agitait là comme ailleurs et, encore une fois, c'est avec grande surprise que je constatais que les jeunes menaient le combat de la langue comme si le mouvement n'avait jamais été interrompu.

Mais leur combat n'était pas tout à fait le même que le nôtre. Trente ans plus tôt, nous nous battions pour redonner au français la place qu'il aurait dû toujours avoir dans une société où l'anglais était omniprésent et dominait outrageusement.

Notre combat ayant partiellement réussi, nos enfants ont pu grandir dans une société beaucoup plus française que celle que nous avions connue. Aussi ne se battaient-ils plus

pour conquérir ce qu'ils n'avaient pas, mais pour ne pas perdre ce qui avait déjà été conquis.

Nous nous battions pour gagner une langue. Ils se battaient pour ne pas la perdre.

À tort ou à raison, ils avaient l'impression que la loi 178 les dépouillait de ce qu'ils croyaient être leur apanage normal et incontestable.

C'est avec ravissement qu'ils découvraient le discours indépendantiste.

Et ils commençaient à exercer quelque influence sur les vieux militants blasés qui les avaient mis au monde et qu'ils retrouvaient à la maison au retour de l'école.

C'est donc ainsi que près de 60 000 de ces vieux moroses, accompagnés de leurs enfants, se retrouvèrent un jour dans la rue, à Montréal, pour protester contre la loi 178. La plus grosse manifestation de tous les temps.

Il se passait donc quelque chose.

Enfin... peut-être. Enfin... je le pensais. Enfin... est-ce bien certain ? Enfin... j'espère. Enfin... il est peut-être trop tôt pour conclure.

J'hésitais. Je tergiversais. J'espérais que tout cela ne soit pas qu'un feu de paille. Pourtant...

De peur d'être déçu, je voulais rester prudent.

Oui, j'espérais. Je me disais que si les jeunes se mettaient en marche à leur tour tout pouvait changer, que le mouvement pourrait reprendre

son souffle, que la bataille, que nous croyions perdue, reprenait son sens.

Ce mouvement des jeunes, c'est le premier signe que je perçus alors d'une conjoncture qui pourrait devenir favorable.

L'indice était mince, j'en conviens, mais il était plus sûr que je ne le croyais à l'époque.

C'est à partir de là que les choses vont s'accélérer pour adopter bientôt un rythme d'enfer, jusqu'à nous plonger dans la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Je ne dis pas que les jeunes ont fait la conjoncture, mais je dis qu'ils en ont fourni le premier élément.



## LE PARTI QUÉBÉBOIS

**I**l y a deux ou trois ans, il n'y avait presque plus de Parti québécois — plus de 80 % des membres l'avaient quitté — et celui-ci, après le naufrage catastrophique du «beau risque» de René Lévesque, n'avait plus rien d'un parti authentiquement souverainiste.

La Société Saint-Jean-Baptiste et la Société nationale des Québécois tenaient le fort aussi solidement qu'elles le pouvaient, pendant qu'un petit nombre de souverainistes gravitaient autour de quelques petites formations politiques exsangues.

Dans ces conditions, il était difficile, sinon impossible, de songer à rassembler les troupes pour leur faire traverser ce qui, à l'époque, avait l'air d'un désert sans fin.

Puis les choses ont changé très rapidement. Jacques Parizeau a pris la tête du Parti québécois et a tout de suite annoncé la nouvelle couleur : Le Parti québécois retrouvait sa nature première et refaisait de la souveraineté du Québec sa priorité absolue.

Les résultats ne se firent pas attendre. Des milliers d'anciens militants et militantes

revinrent au bercail pendant que d'autres y faisaient leur entrée pour la première fois.

Des réunions et des congrès enthousiastes allaient confirmer le renouveau souverainiste du Parti.

Tout était à refaire et c'est ce à quoi s'employa Jacques Parizeau, entouré de collaborateurs et de collaboratrices qui ne demandaient pas mieux que de reprendre le collier.

Si le Parti québécois voulait retrouver quelque crédibilité, il lui fallait à tout prix reprendre le combat là où il avait été abandonné autour de 1975, se refaire en quelque sorte une virginité, c'est-à-dire affirmer toujours et en tout lieu sa volonté de promouvoir l'indépendance du Québec.

C'est ce qu'il fit, assez timidement d'abord, puis avec plus de vigueur lors de l'élection québécoise de 1989.

C'était l'élection de la dernière chance. Ou bien le Parti québécois, en affichant carrément son option, se faisait littéralement laver et c'en était fait de la «renaissance», ou bien il réussissait à maintenir ses positions en les renforçant si possible et, dès lors, il pouvait reprendre sa marche en avant.

Le Parti québécois, Jacques Parizeau en tête, mena une fort bonne campagne électorale dont il sortit à nouveau solidement ancré dans l'électorat et à l'Assemblée nationale.

L'instrument privilégié de l'indépendance du Québec avait non seulement survécu à des années de sabordage, il se retrouvait plus uni qu'il ne l'avait été depuis longtemps, plus cohérent dans sa démarche et plus d'attaque que jamais.

Le Québec nationaliste sortait à peine de son sommeil mais si, par miracle, il devait se réveiller d'un coup, il ne se retrouverait pas devant le vide institutionnel et l'atomisation des efforts particuliers.

Quand la conjoncture est favorable, je le répète, il faut, pour qu'il se passe quelque chose, que l'organisation existe qui puisse en profiter pleinement.

La conjoncture n'était pas encore très bonne mais l'instrument était désormais installé au point stratégique — l'opposition à l'Assemblée nationale —, l'encadrement du mouvement était possible et la direction était claire.

On peut se demander si la ferveur nationaliste qui anime le Québec aujourd'hui eût été aussi grande si le Parti québécois n'avait pas réussi à se refaire et s'il n'avait pas montré que, malgré tous les avatars, l'idée était toujours vivante et que les Québécois avaient toujours envie d'en entendre parler.

Pour ma part, j'en doute. Quoi qu'il en soit, ce qui fut fait fut bien fait et, aujourd'hui, le Parti québécois fait partie intégrante du sentiment qu'on peut avoir d'une conjoncture favorable.



## LES GENS D'AFFAIRES

**O**n peut, je crois, sans crainte de se tromper, affirmer que les gens d'affaires du Québec ont, depuis deux ans, pesé sur la conjoncture de façon décisive.

Je déplore qu'ils aient tant d'influence dans notre société. Je ne nie pas leurs succès et je m'en réjouis avec eux, mais je les crains et je m'en méfie parce que, la plupart du temps, ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, c'est-à-dire leur intérêt du moment.

Ils ont beaucoup de difficulté à penser à long terme et encore plus à comprendre les intérêts collectifs.

Cela dit, je ne vois pas pourquoi je les bouderais s'ils apportent de l'eau à mon moulin.

À vrai dire, ce sont eux qui ont accroché le grelot dans l'affaire du lac Meech, il y a près de 15 mois. On en parlait peu et peu de gens s'y intéressaient. C'était une affaire lointaine, plus ou moins abstraite, quand les gens d'affaires se sont regroupés pour appuyer l'entente dans son intégralité. M. Bourassa avait bien dit que les cinq conditions du Québec étaient minimales et

non négociables. Il se contentait de le répéter à satiété sans aller plus loin.

Pendant un certain temps, les gens d'affaires se contentèrent de faire de même. Puis, ils passèrent aux menaces : «Si l'accord n'est pas entériné, l'économie du Canada sera plongée dans de grandes difficultés.»

On commençait à tendre l'oreille.

Quelqu'un alla plus loin : «Si le Canada anglais ne veut pas de nous, nous pouvons fort bien nous arranger seuls.»

Ce fut le signal d'un beau feu d'artifice. C'était à qui ferait la déclaration la plus fracassante :

«L'indépendance ne fait pas peur aux gens d'affaires.»

«Le Québec a une économie forte et diversifiée. S'il le faut, nous irons aussi loin que nécessaire.»

«La souveraineté est peut-être l'aboutissement normal de l'évolution de la société québécoise.»

«Pas nécessairement l'indépendance mais l'indépendance si nécessaire.»

«Le Canada a plus à perdre que le Québec.»  
J'en passe et des meilleures.

Il est à noter que, jusqu'à ce jour, aucun homme d'affaires ne s'est prononcé catégoriquement en faveur de la souveraineté du Québec. L'indépendance reste une solution de dernier

recours, voire un pis-aller. C'est pourquoi il faut se méfier de pareils discours qui approchent l'indépendance par la négative. «Si on ne veut pas de nous...» Or, qu'on veuille de nous ou pas, cela n'a aucune importance. On ne fait pas l'indépendance pour ou contre les autres mais pour soi, et elle est une valeur en soi. L'indépendance n'est pas réaction, elle est action.

Or, malgré des propos qui n'avaient rien d'un engagement solennel envers la souveraineté du Québec, on sentait que quelque chose bougeait du côté de la rue Saint-Jacques.

De toute évidence, les gens d'affaires du Québec avaient acquis une confiance certaine en leurs moyens et, sûrs d'eux-mêmes, on ne pouvait plus les faire chanter aussi facilement qu'autrefois.

Le peuple ne s'y trompa pas, qui vit dans ces exhortations une sorte d'exorcisme de toutes les peurs qui avaient été les siennes depuis fort longtemps. Comme il accorde une confiance presque aveugle aux gens d'affaires, il est souvent prêt à les suivre sans condition.

De là à conclure que l'indépendance ne serait pas une catastrophe, qu'elle pouvait même avoir du bon, il n'y avait qu'un pas qui fut vite franchi.

Nous savions au moins une chose : C'est que, s'il fallait de nouveau choisir entre

l'indépendance et le fédéralisme, les gens d'affaires ne se ligueraient pas en bloc contre les souverainistes, comme ils l'avaient fait auparavant. Ils n'iraient probablement pas applaudir Jacques Parizeau au Forum de Montréal mais, à tout le moins, resteraient-ils neutres dans le débat.

Dans une société qui a eu tant de mal à se débarrasser de son complexe d'infériorité en matière économique, le poids des déclarations des gens d'affaires était considérable.

La poussée nationaliste se fit plus forte.

Les gens d'affaires eux-mêmes, comme pris à leur propre piège, constatèrent avec ébahissement qu'ils étaient plus nationalistes qu'ils ne le pensaient et que, après tout... Ces prises de position venaient de faire faire à la conjoncture des pas de géant. Elles étaient d'autant plus efficaces qu'elles étaient inattendues.

Depuis 10 ans, le sentiment avait mûri. Le feu avait couvé sous la cendre, discrètement, sans éveiller l'attention de quiconque, et c'est soudainement que le brasier s'enflamma.

Il jeta un éclairage nouveau sur la situation.

## LES AMÉRICAINS

**L**es gens d'affaires du Québec avaient rassuré la population québécoise. Mais il restait une peur tenace dont on avait beaucoup de difficulté à se départir : la peur des Américains.

Le Québec, collé aux États-Unis, devrait sans doute payer très cher la mauvaise humeur des Américains si ceux-ci s'avisent de rejeter le projet de souveraineté.

Depuis 30 ans, j'ai toujours rencontré cette peur, même chez les plus farouches militants. Et ce n'était pas une peur déraisonnable. On connaît la puissance des Américains et on connaît aussi leur démesure et leurs coups de tête. Nul n'ignore leur intransigeance ou la façon brutale qu'ils ont de protéger leurs intérêts.

De plus, nous sommes dans ce qu'ils appellent leur sphère d'influence. Si nous avons peur, c'est qu'il y a danger.

Voilà que cette maudite peur rendait fragile une conjoncture qui semblait s'améliorer de jour en jour. Mais les choses allaient bouger aussi de ce côté-là.

Il y eut d'abord le livre de Jean-François Lisée, *Dans l'œil de l'aigle*. Lisée y décrit avec

beaucoup de talent les relations des 30 dernières années entre le Québec et les États-Unis. Oh surprise ! les Américains, les plus puissants des Américains, ne manifestent pas une hostilité féroce envers le projet souverainiste. La plupart sont contre mais sans agressivité. Autrement dit, si on comprend bien, ils préféreraient que le Québec reste dans la Fédération canadienne mais, si le contraire devait arriver, ils pourraient probablement s'en accommoder.

On en voit même quelques-uns qui sont favorables au projet. Ce qu'on découvre surtout, c'est que les Américains sont bien mieux renseignés qu'on le pensait et qu'ils ne voient pas le Québec comme un pays sous-développé. De plus, ils n'ont pas dénoté d'antiaméricanisme virulent chez nous, bien au contraire. Au Québec, le sentiment proaméricain est probablement plus fort que dans le reste du Canada.

Je découvre moi-même avec surprise qu'ils me trouvent «pragmatique». Ravi, j'en fais part à mes amis — qui, évidemment, se bidonnent.

Le livre de M. Lisée fait son petit bonhomme de chemin mais, comme de raison, il ne touche pas les masses.

C'est à peu près au même moment que commencent à paraître, dans les grands journaux américains, toute une série d'articles qui donnent du Québec une image beaucoup plus positive que par le passé et qui discutent de

l'indépendance du Québec avec beaucoup de retenue, voire même, en certains cas, avec beaucoup de sympathie.

Les journalistes américains alignent les chiffres pour démontrer que le Québec pourrait s'en tirer seul si nécessaire et pour souligner la puissance économique de leur petit voisin du Nord.

Aucun ne parle de dépêcher les *marines* le jour où le Québec décrètera son indépendance. Nulle menace, nul chantage, nulle agressivité.

C'est le ton plus que le fond qui frappe. L'ogre, après tout, n'est peut-être pas aussi méchant qu'on le croyait.

Or, dans l'esprit de beaucoup de gens, si les Américains nous «permettent» d'accéder à l'indépendance sans envahir le pays, alors tout est possible. La dernière barrière vient de sauter, la peur s'évanouit, tout devient possible.

Les médias du Québec se font fort de reproduire, et en bonne place, tous ces articles qui nous viennent de notre grand voisin du Sud. On les analyse, on les commente, on en multiplie l'impact.

Le retentissement est grand dans les chaumières. Les Québécois, outre leur peur, veulent tellement ne faire de peine à personne... surtout pas aux Américains.

Or, les Américains ne s'affolent pas. Ils ne parlent pas d'un «Cuba» au nord de leur fron-

tière. Ils vont continuer d'investir chez nous s'ils y trouvent leur intérêt et ils vont continuer d'enseigner le français dans leurs écoles.

*God Bless America !*

Au mois de juillet 1990, les journaux nous apprennent que les États de la Nouvelle-Angleterre vont continuer d'acheter de l'électricité au Québec même si celui-ci devient indépendant.

La cerise sur le *sundae* !

Que demander de plus ?

On le voit bien, la conjoncture devient de plus en plus favorable.

## LES SONDAGES

**L**es sondages, tout comme les médias d'information, sont des amplificateurs formidables.

Tout simplement parce que tout le monde veut être du bon bord, ou à la mode, ou dans le courant, ou bien vu, ou rassuré.

Les sondages ne font pas l'opinion, mais ils la reflètent à un moment précis. Il leur arrive de ne refléter que des caprices passagers mais, s'ils reflètent des opinions profondes et qui se maintiennent de consultation en consultation, ils finissent par agir sur l'esprit des gens.

Cette dernière année, presque tous les sondages ont montré une progression très nette de l'appui à la souveraineté du Québec. Cet appui a vite dépassé les 50 % pour atteindre, à certains moments, les 70 %.

Répercutés tous azimuts par les journaux, la télévision ou la radio, ces chiffres confortent les militants dans leur choix, ébranlent les indécis et augmentent le nombre des convertis.

C'est le syndrome de la saucisse : Plus on en mange...

Cela vaut pour n'importe quelle opinion, pour n'importe quel comportement ou pour n'importe quelle habitude de consommation.

Les gens sont grégaires. Ils aiment se retrouver du côté du plus grand nombre.

Si les sondages ont eu quelque influence sur la conjoncture favorable actuelle, c'est qu'ils ont montré, pour la première fois depuis 30 ans, qu'une nette majorité de Québécois étaient aujourd'hui en faveur de la souveraineté.

En soi, cela ne change rien à la situation. Mais les sondages, ajoutés aux autres éléments de la conjoncture, la confirment et la solidifient.

Tout se tient. Si les sondages donnent 27 % des voix à la souveraineté, M. Bourassa fera de grandes déclarations contre la souveraineté et, de ce fait, empêchera le mouvement de progresser. Si les sondages donnent 63 % des voix à la souveraineté, M. Bourassa ne deviendra pas indépendantiste pour autant, mais il ne fera pas de déclaration trop intempestive contre cette opinion. Il fera même semblant d'ouvrir la porte et, de ce fait, il permettra au mouvement de progresser.

Si le mouvement progresse, les militants se battront plus vigoureusement et convertiront plus de monde. S'il y a plus de convertis, les agences de publicité et de mercatique voudront servir cette nouvelle clientèle en lui offrant un peu plus de souveraineté.

Les médias, qui se doivent de refléter l'opinion publique, annonceront à la une les résultats du sondage.

Et ainsi de suite...

La conjoncture, c'est une foule de petites choses qui, additionnées les unes aux autres, définissent les conditions plus ou moins favorables d'une situation.



# LES MÉDIAS

**L**es médias ont-ils joué un rôle déterminant dans la formation de la conjoncture actuelle? Je ne le crois pas.

Les médias ne font pas les conjonctures. Ils les accompagnent et les reflètent.

Mais, s'ils n'occupent pas le champ qui est le leur, si l'information ne passe pas, si les analyses ne sont pas faites, si les commentaires ne sont pas justes, il est évident que la population aura plus de peine à s'y reconnaître et quelque mal à faire la synthèse de tous les éléments qui forment la conjoncture. À la limite, elle verra mal comment s'y inscrire.

Depuis plusieurs années, j'entends des gens dire qu'ils sont mal informés. Ils reprochent à tous les médias de les priver du nécessaire dont ils auraient besoin pour se faire une idée. Quand on les pousse un peu, on s'aperçoit vite que c'est contre eux-mêmes qu'ils devraient faire porter leurs accusations.

En effet, ils avouent candidement qu'ils ne lisent à peu près jamais les journaux ou les magazines, qu'ils n'écoutent à la radio que de la

musique et qu'ils ne regardent à la télévision que les téléromans.

La saga du Lac Meech constitue un bon exemple de ce que j'avance. On a dit et répété que personne ne savait ce qu'il y avait là-dedans.

C'est vrai. Même les gens normalement intéressés par ce genre de choses avaient peine à énumérer les cinq conditions du Québec.

Pourtant, tous s'entendaient pour se dire écœurés d'entendre parler de Lac Meech.

À vrai dire, ce n'est que dans les deux ou trois derniers mois qui ont précédé l'échec de l'entente que les gens se sont mis à y prêter attention. Avant, personne ne s'y intéressait.

Est-ce à dire que les médias n'en parlaient pas ? Bien au contraire, ils en ont parlé à satiété, ce qui explique le ras-le-bol. On entendait mais on n'écoutait pas. On jetait un œil sur les titres mais on ne lisait pas.

Les médias, surtout les journaux, ont publié des milliers d'articles concernant cette affaire: des informations, des analyses, des commentaires, des éditoriaux de toutes sortes. Un journal, à lui seul, avait publié plus de 1 500 articles sur le sujet en moins d'un an.

Les bulletins d'information, aussi bien à la radio qu'à la télévision, ont fait une très large part à Meech.

Il était donc facile de s'informer. Encore fallait-il avoir la volonté de le faire.

Lors du Référendum de 1980, les médias ont traité de la question en long et en large pendant plusieurs mois. De façon générale, on peut affirmer que, sur toutes les questions d'importance, les médias ont fait un travail remarquable d'information.

Mais, cette fois-ci, ils ont fait plus.

Plus ou moins consciemment, ils ont presque toujours accordé une place très importante à tout ce qui pouvait pousser dans le sens du consensus nationaliste québécois. Surtout, les journalistes se sont fait fort de jeter un éclairage important sur les informations et les analyses qui favorisaient le rassemblement des esprits autour d'une autonomie québécoise renforcée et pouvant mener jusqu'à l'indépendance.

On ne l'a peut-être pas remarqué mais, dans presque toutes les informations où il était question de politique, de culture, d'économie ou de diplomatie, on parlait presque toujours du Canada et du Québec comme étant deux entités séparées, deux pays distincts. À Cannes, il y avait le Canada et le Québec. La littérature était québécoise et canadienne. L'économie québécoise avait connu une meilleure performance que l'économie canadienne. M. Mulroney avait cité le Canada et le Québec en exemple. M. Bourassa avait affirmé que le Québec avait

moins à perdre que le Canada. Nelson Mandela allait visiter le Canada et le Québec. Etc...

Jamais nous n'aurions entendu les choses de cette façon il y a 20 ans. On évitait alors même de parler du Québec. Il y avait la chanson canadienne et l'économie du Canada. Le cinéma canadien était bien représenté à Cannes et la reine d'Angleterre était en visite au Canada.

Il n'y avait pas de complot. Les journalistes ne se sont pas entendus entre eux pour parler de cette façon ou pour braquer tel ou tel éclairage sur tel ou tel sujet.

C'est tout simplement que, au-delà de l'information objective qu'ils ont admirablement servie, ils ont eux-mêmes été, jusqu'à un certain point, les victimes consentantes de la «conjoncture favorable».

L'idée ayant fait son chemin dans tous les recoins de la société, y compris dans les salles de presse et dans les conseils d'administration, il n'y avait plus d'interdit et l'autocensure avait considérablement diminué.

C'est en ce sens que je dis que les médias ont accompagné la conjoncture.

Ils n'ont rien déformé. Ils ont simplement rendu compte, sans se défendre de participer eux-mêmes à la parade.

Il y a plus.

Tout est amplifié par les médias. Et c'est

ainsi que leur influence, bonne ou mauvaise, dépasse largement leur fonction. Si *La Presse* fait sa manchette avec la déclaration souverainiste d'un ex-fédéraliste, elle n'est pas moins objective pour autant, mais elle provoque chez les lecteurs une réaction en chaîne d'une ampleur considérable.

Si *Le Journal de Montréal* accorde sa une à la dernière grande manifestation nationaliste, il vient de doubler le nombre de ceux qui participeront à la prochaine.

Le choix des titres ou l'importance accordée à tel ou tel sujet ne sont pas toujours innocents. Mais même lorsqu'ils le sont, ils contribuent à faire évoluer la situation dans un sens ou dans l'autre.

Les journalistes du Canada anglais ont accusé les médias québécois d'être trop nationalistes. Ils le seraient s'ils ne reflétaient pas fidèlement l'état d'esprit de la population.

Autrement dit, nos médias ne font pas la révolution mais on pourrait les accuser de manquer d'objectivité s'ils n'en témoignaient pas.

De ce point de vue, on peut dire qu'ils ont bien fait ce qu'ils avaient à faire.

Mais en amplifiant, de par leur nature même, les mouvements ou les prises de position qu'ils ont le devoir de rapporter, ils ont nourri l'apparent consensus.

Ils ne font pas les conjonctures favorables mais, en en parlant, ils les rendent plus favorables encore... et peut-être plus fragiles.

En effet, on finit souvent par ne plus trop savoir distinguer entre la vérité du son et son amplification.

## LE LAC MEECH? OÙ ÇA?

**Q**uand M. Bourassa a repris le pouvoir à Québec, après plusieurs années d'absence, il s'est donné la mission de sauver à la fois le Québec et le Canada. Il avait beau jeu, en cette période de «morosité postréférendaire» et d'individualisme forcené, de concocter une solution qui ne dérangerait personne et qui ne réveillerait pas les soupçons d'un mouvement souverainiste qui, de toute évidence, était presque moribond.

Il lui fallait donc proposer au Canada anglais la réinsertion du Québec dans la Constitution canadienne au prix le plus dérisoire possible. En effet, Ottawa et les provinces anglaises, en position de force depuis le Référendum de 1980, n'avaient pas le cœur à plier les genoux devant un Québec chicanier.

Par ailleurs, on voulait bien profiter de la situation pour régler cette maudite question une fois pour toutes, assurés qu'on était que le monstre ne relèverait plus jamais la tête.

M. Bourassa gonfla alors ce torse qu'il a si mince, fit semblant de hausser le ton, frappa sur

la table de son poing habituellement si timide et proposa les cinq fameuses conditions qui allaient constituer l'essentiel d'une éventuelle entente entre les parties.

Le moment était particulièrement bien choisi puisque personne au Canada et au Québec ne s'intéressait plus à la question et puisque, de toute façon, le contenu était si mince qu'il n'y avait pas de quoi y chercher la bête noire.

Le lac Meech ? Où ça ?

Ce fut avec la plus grande surprise que la population apprit à la fois l'existence du lac Meech et de l'accord du même nom.

Les 11 premiers ministres l'avaient entériné et les législatures provinciales avaient 3 ans pour l'adopter. «Une simple affaire de routine», disait-on en français; «*Rubber stamped*», répliquait-on en anglais.

L'affaire était dans le sac. M. Bourassa pouvait enfin revenir à ses chères affaires économiques.

On connaît la suite.

Le Canada anglais, mis enfin au courant, a l'impression qu'on veut lui passer un sapin. Encore ce maudit Québec qui obtient des privilèges abusifs sans rien laisser aux autres!

Un Québec raciste de surcroît : M. Bourassa ne vient-il pas de faire adopter la loi 178 qui fait des Anglais du Québec les plus grands martyrs de la scène internationale ?

C'est alors que nous tombons dans la farce la plus grossière. Les femmes du Canada anglais veulent protéger les femmes du Québec qui n'en demandent pas tant. Les provinces qui ont toujours méprisé les Amérindiens laissent entendre que ces derniers devraient être partie prenante de l'accord.

Bill Vander Zalm affirme qu'il n'y a pas une société distincte au Canada, mais 10.

Les Québécois, calmes et sereins, regardent avec amusement s'agiter un Canada anglais soudain en proie à toutes les émotions.

Pierre Elliott Trudeau annonce qu'il va sauver le Canada encore une fois. Robert Bourassa annonce qu'il s'agit là d'un «minimum». Brian Mulroney annonce que la réconciliation nationale est à portée de la main.

Puis, la farce tourne au drame. Le Canada anglais se retourne massivement contre le Québec et s'en prend aux minorités françaises pour bien marquer son mécontentement.

Les Québécois, qui jusqu'alors s'enfichaient éperdument, se réveillent et se mettent à défendre un bout de papier dont ils ignorent tout du contenu. McKenna, Wells et Filmon, pour des raisons diverses, décident de saborder l'entente.

On commence à s'affoler. Gil Rémillard tonne et menace avant de se replonger aussitôt dans les arguties rassurantes.

M. Bourassa continue d'avoir confiance, cela va de soi. Mais les gens d'affaires n'en peuvent plus. «Signez ou bien vous allez voir ce que vous allez voir...»

Le drame tourne à la tragédie. Rien ne va plus.

Lucien Bouchard démissionne. Des députés conservateurs le suivent. À la toute dernière minute, Brian Mulroney décide de sauver les meubles. Et il les sauve. Réunis en catastrophe à Ottawa, les premiers ministres ne disent pas non... ils disent presque oui.

Chacun retourne chez soi. Il ne reste que deux semaines avant l'échéance. Puis une semaine. Puis quelques jours.

On pensait bien avoir mis les sauvages à la raison depuis longtemps. Mais il restait le dernier des Mohicans, qu'on avait oublié de trucider et qui avait eu la mauvaise idée de se faire élire au Manitoba.

Il se lève tout droit à l'Assemblée législative et, d'un grand coup de tomahawk, déchire l'accord en mille morceaux. Maudit sauvage !

Voilà, c'est fait. Et c'est la faute aux Indiens.

Les hypocrites de la première heure, chez les conservateurs, chez les libéraux et au sein du NPD, déchirent leurs vêtements dans des contorsions de feinte douleur. Ils avaient tout fait pour bloquer l'entente et pour la torpiller de

toutes les façons possibles, mais c'était la faute du système qui permettait à un seul homme de gripper toute la machine.

On avait un bouc émissaire proprement identifié. On allait pouvoir s'en servir à outrance et retourner enfin aux affaires sérieuses.

Les Québécois, de leur côté, avaient parcouru un étonnant périple : D'abord parfaitement indifférents devant l'entente du lac Meech, ils se mirent à la défendre devant l'acharnement des Anglo-Canadiens à la pourfendre. Puis, devant la tournure des événements, ils eurent le sentiment qu'on les rejetait carrément et déclarèrent que l'entente ne valait pas le papier sur lequel elle était écrite et que, après tout, il valait peut-être mieux qu'elle ne fût pas adoptée.

D'abord furieux qu'on leur refusât ce « minimum », ils crièrent victoire quand Elijah Harper mit la hache dedans. Ah! le bon sauvage!

Ce jour-là, nombre d'observateurs conclurent que c'en était fait du Canada.

M. Bourassa affirma alors que le Québec était et resterait pour toujours une société distincte, ce que d'aucuns interprétèrent comme une déclaration d'indépendance unilatérale.

Il ajouta que le Québec ne négocierait plus jamais à 11 mais qu'il signerait des ententes bilatérales avec Ottawa, ce qu'il faisait de toute façon depuis toujours.

**Brave Robert Bourassa !**

Tout cela tombait admirablement bien puisqu'on était à la veille du 24 juin et que le peuple allait enfin pouvoir manifester ses véritables sentiments.

Ce qu'il fit avec ampleur et dignité dans le plus grand défilé que le pays eût jamais connu.

En perdant le Canada, l'échec de l'accord du lac Meech allait peut-être sauver le Québec.

C'est du moins la perception qui persiste toujours aujourd'hui au Québec.

Qu'en est-il vraiment ?

Cela n'est pas invraisemblable.

Cette drôle d'histoire, ou cette sale affaire, mal comprise, déformée, utilisée avec démagogie, peinte en noir ou en rose, servie à toutes les sauces, a fini par faire apparaître le fond du problème, le véritable enjeu historique.

Toutes les frustrations et toutes les haines accumulées de part et d'autre depuis 200 ans sont remontées à la surface pour faire ressortir le caractère éminemment artificiel du Canada.

Tous les discours et toutes les actions avaient échoué, et voilà qu'un minable bout de papier sans grande importance nous éclatait en plein visage et faisait apparaître, béant devant nous, le fossé profond qui nous séparait et qui n'avait été que recouvert sommairement pour tromper les apparences.

René Lévesque aurait aimé ce processus didactique. Il disait souvent qu'il fallait traiter avec Ottawa et les autres provinces, ne serait-ce que pour faire la preuve que cela ne peut pas marcher. Et voilà que le temps lui donnait raison et que c'est Robert Bourassa qui recueillait les fruits du «beau risque».

Pour ma part, j'ai craint jusqu'au dernier moment que l'accord soit ratifié et j'ai constaté comme tout le monde le prix qu'on était prêt à payer pour y arriver.

L'eût-il été que nous serions probablement retombés dans notre léthargie pour un bon bout de temps.

Combien de temps ? Je ne sais pas. Il est certain que s'il avait été accepté c'est le Canada anglais qui en eût été furieux.

La hargne qu'il aurait alors manifestée à l'endroit du Québec aurait fini par faire son œuvre et le mouvement aurait repris sa marche en avant.

Mais son rejet, de toute évidence, a accéléré l'histoire de façon tangible.

Rarement aura-t-on vu une histoire aussi embrouillée mener à des résultats aussi clairs.

Il faut s'en réjouir.

L'épisode n'est pas moins sordide pour autant. Je n'ai jamais cru qu'il fallait passer par le sordide pour atteindre au sublime. Mais puisque cela arrive et que cela sert nos intérêts, nous

serions malvenus de ne pas en faire notre profit sous prétexte que nous ne mangeons pas de ce pain-là.

Après tout, la conjoncture favorable n'est peut-être rien d'autre que le lendemain d'un jour sordide. Qui sait ?

## LA SITUATION INTERNATIONALE

**I**l n'est pas vrai que les Québécois ne s'intéressent pas à ce qui se passe dans le monde. Ils ne s'y intéressent peut-être pas assez au goût de certains, ils sont peut-être incapables d'analyser en profondeur la situation internationale, mais ils savent ce qui se passe et ce qui se passe les influence.

Ils savent que le monde a basculé depuis un an. Ils savent que les pays du bloc de l'Est ont rejeté vivement leurs vieux régimes totalitaires et que, en l'absence des chars russes, ils ont redécouvert les plaisirs de la souveraineté nationale.

Je dis bien les plaisirs car les avantages, dans leur cas, risquent de n'apparaître qu'un peu plus tard. Ils repartent à zéro, hélas ! et gigantesque apparaît l'effort qui les attend.

Mais ils sont de nouveau souverains et ils peuvent enfin, sans toujours en référer à Moscou, prendre des décisions qui soient dans leur propre intérêt.

Ainsi se confirment les mouvements amorcés à la fin du siècle dernier : la fin des empires, la

réaffirmation des souverainetés nationales, la construction de l'internationalisme.

Il n'y avait pas d'internationalisme au temps des empires. Il n'y avait que la mise en servage des nations par les autres.

On croyait à l'époque que les empires étaient éternels. C'était refuser de reconnaître la puissance des sentiments d'appartenance et d'émancipation.

Puis, on a enfin compris que l'internationalisme vrai ne pouvait résulter que de la reconnaissance des nations souveraines qui traitent entre elles d'égal à égal.

Mais certains esprits primaires — dont Pierre Elliott Trudeau — ont cru voir dans la création des grands ensembles la fin des souverainetés nationales. Ce qui leur a permis longtemps de nier les réalités les plus encombrantes auxquelles ils ne savaient faire face.

Aujourd'hui, les deux mouvements se développent parallèlement et s'appellent l'un l'autre. Les nations affirment leur souveraineté et, par-delà leurs différences et leurs originalités qu'elles persistent à préserver jalousement, elles mettent en commun un certain nombre d'intérêts qu'elles partagent.

Autant la souveraineté nationale ne saurait s'épanouir en autarcie, autant l'internationalisme ne pourrait avoir de légitimité s'il ne se fondait sur l'acceptation commune des souverainetés nationales.

Le XX<sup>e</sup> siècle aura donc été le siège de l'affirmation nationale prolongée dans l'internationalisme.

Le séisme qui a frappé les pays du bloc de l'Est depuis peu devrait convaincre les plus sceptiques.

Partout dans le monde, on sait ce qui vient de se passer. On le sait également au Québec.

Cela nous aide à comprendre que la voie de la souveraineté des peuples ne constitue pas l'exception mais bien plutôt la norme.

Et cela nous aide à comprendre de surcroît que si tous les peuples y trouvent leur normalité, il se pourrait bien que le Québec ne soit pas une exception dans la marche de l'histoire et qu'il puisse lui-même emprunter la même voie.

Plus le Québec voudra s'internationaliser et plus il aura envie d'être souverain. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui chez nous, et les événements récents nous aident à en prendre conscience.



## LES FAITS DIVERS

À première vue, ils ne semblent pas avoir d'importance, mais les faits divers, si minimes soient-ils, sont souvent des indications précieuses qui nous aident à mieux percevoir une situation.

Ils s'inscrivent d'emblée dans la conjoncture et nous renseignent sur cette dernière.

Depuis quelques mois, on a pu en observer plusieurs, souvent inattendus. En voici quelques-uns :

Le défilé de la Saint-Jean-Baptiste : la plus grande et la plus belle manifestation de toute notre histoire; la volonté tranquille d'un peuple qui s'affirme.

La fête du Canada : le boycottage de ses festivités par de nombreux organismes et de nombreuses villes du Québec, dont la ville même de Québec. Cela eût été impensable il y a 20 ans.

Sault-Sainte-Marie : la réaction spontanée de milliers de Québécois à la poussée du racisme au Canada anglais. Ce racisme du Canada anglais existe depuis toujours, mais voilà que ses manifestations les plus récentes amènent des

réactions vigoureuses là où autrefois elles tombaient dans l'indifférence générale.

«Ô Canada» hué au Stade olympique : On n'avait jamais vu cela. À trois reprises, la foule réunie au Stade pour assister à un match des Expos hue copieusement l'hymne national du Canada. De façon générale, les amateurs de sport évitent toute manifestation de ce genre. Il faut que la situation se soit passablement dégradée pour qu'ils se laissent aller à manifester de cette façon.

Vous pouvez additionner tous les petits faits divers dont vous avez été témoins pour faire le compte et vous verrez que la plupart d'entre eux sont sans précédent.

Ajoutés aux éléments majeurs qui font la conjoncture, ils nous permettent de croire que celle-ci est toute différente de ce qu'elle était en 1960, en 1970 ou en 1980.

Il y a quelque chose de changé et, s'il est encore abusif de parler de véritable consensus autour de la souveraineté du Québec, il n'est pas erroné d'affirmer que le mouvement est enclenché, et bien enclenché.

Mais il n'est pas irréversible et il faut savoir le maintenir.

La conjoncture favorable devrait nous inciter à ne pas perdre un seul instant et à nous engager résolument dans l'effort total qui doit nous mener à notre objectif.

Oui mais, que faire ?

DEUXIÈME PARTIE

*Que faire?*



**C**hez les souverainistes, on s'entend pour dire qu'il faut faire vite. En effet, si la conjoncture est aussi favorable qu'on le dit, il faut savoir saisir l'occasion.

Les choses changent vite en notre monde et rien ne nous dit que la ferveur du temps présent ne tournera pas à l'indifférence ou que les circonstances exceptionnelles qui nourrissent le mouvement se perpétueront longtemps.

Avons-nous les moyens d'agir vite ? Avons-nous la volonté politique de le faire ? Reconnaissons-nous les obstacles qui pourraient nous barrer la route ? Savons-nous bien ce que nous voulons faire, avec qui et comment ?

Que faire ?

J'ai l'impression, à tort ou à raison, que pour l'instant, nous déployons nos forces tous azimuts et avons quelque peine à concentrer notre attention efficacement. Nous occupons tous les terrains, soit, mais aurons-nous les moyens de tenir le temps qu'il faut toutes ces forteresses ?

Je crois personnellement qu'il faut simplifier les objectifs, qu'il faut éviter les traquenards

et qu'il faut regrouper les forces en vue de donner l'assaut final le plus rapidement possible.

Cela n'est pas fait. Il y a encore beaucoup de confusion dans la définition des objectifs : société distincte ? souveraineté ? nouvelle entente constitutionnelle ? souveraineté-association ? États associés ? superstructure ?

Toutes ces notions, et combien d'autres, habitent toujours le paysage et le « consensus » dont on parle tant se fait le plus souvent autour de l'ensemble de ces propositions beaucoup plus qu'autour de l'une d'entre elles. Élaguer, couper, éclaircir, choisir.

Les traquenards de toutes sortes se multiplieront dans les mois à venir. Nous pourrions facilement tomber dans ceux de MM. Bourassa et Mulroney, mais nous risquons aussi de tomber dans nos propres pièges si nous ne savons pas déminer à temps le terrain où nous avançons.

Savoir mesurer nos forces, suspecter les alliances, éviter les détours et les raccourcis, refuser les palabres interminables et passer à l'offensive.

Pour l'instant, l'éparpillement de nos forces sert bien la cause. L'adversaire, harcelé de toutes parts, ne sait plus trop où donner de la tête. Mais, attention, cela ne saurait durer car, d'une part, l'adversaire recouvrera bientôt la raison — cela est inévitable — et, d'autre part, l'attaque frontale devra bientôt succéder au harcèlement.

**Se reconnaître, se regrouper, convaincre, s'organiser, rechercher la reconnaissance internationale.**

**C'est de tout cela qu'il sera question dans les pages qui suivent. Des suggestions. Des choix possibles. La volonté d'agir. D'agir vite.**



## LA PATRIE AVANT LES PARTIS ?

**V**oilà une bien belle formule : *La patrie avant les partis*. Nul ne saurait y redire et, surtout, personne n'oserait y redire. La proposition est généreuse, elle appelle au plus haut idéal, elle parle d'unanimité et provoque une saine réflexion chez les plus farouches partisans.

La patrie semble menacée. Il faut donc taire ses opinions personnelles et remettre à plus tard les affrontements inévitables entre les partis.

Lancée par Bernard Landry, vice-président du Parti québécois, la proposition a fait dans les esprits son petit bonhomme de chemin et elle est devenue rapidement irrécusable.

Je n'hésiterais pas moi-même à l'adopter si Washington ou Moscou menaçait d'écraser le Québec sous son arsenal atomique ou si Clyde Wells envahissait le Labrador à la tête de ses puissantes armées.

Dieu merci ! nous n'en sommes pas là et, si la patrie est menacée, c'est d'une façon bien symbolique. L'échec du Lac Meech appelle peut-être à des regroupements, mais il ne saurait

provoquer une unanimité factice dont Robert Bourassa serait seul à tirer quelque bénéfice.

Je m'explique.

Voyons les faits tels qu'ils se présentent, dépouillés de leurs floraisons médiatiques et des interprétations plus ou moins fantaisistes qu'on fait de quelques phrases sibyllines arrachées à M. Bourassa dans des moments où il eut préféré ne rien dire, comme à son habitude.

Deux partis importants se partagent l'Assemblée nationale à Québec. L'un, le Parti québécois, est indépendantiste et son objectif premier est de faire du Québec un pays souverain. L'autre, le Parti libéral, est toujours fédéraliste, à ce que je sache, et malgré l'échec de l'accord du lac Meech continue de se réfugier dans un attentisme vaseux sous le fallacieux prétexte qu'il faut éviter à tout prix les soubresauts économiques appréhendés.

M. Bourassa s'est déclaré contre le « fédéralisme à genoux », mais il continue de coucher avec Brian Mulroney et avec David Peterson et, s'il se lève parfois, ce n'est que pour passer du lit de l'un au lit de l'autre. C'est le fédéralisme couché dans un lit à baldaquin (la superstructure).

En vérité, M. Bourassa ne sait pas où il va, non plus que son parti, et il cherche à gagner du temps pour ne pas avoir à emprunter des voies périlleuses qui pourraient avoir raison de sa pusillanimité.

M. Bourassa est honnête et sincère, je n'en ai jamais douté un instant, et il est vrai qu'il tient profondément à la défense des intérêts du Québec.

Mais l'idée qu'il s'en fait est complètement différente de celle que s'en fait M. Parizeau, et ce serait une illusion dangereuse que de croire qu'ils poursuivent le même objectif.

Autrement dit, si on veut que la patrie prenne le pas sur les partis, il faut s'assurer au départ que la notion de patrie soit la même pour tous et, surtout, que tous soient d'accord sur le degré de souveraineté que doit atteindre la patrie.

Sinon, quelqu'un, quelque part, est en train de se faire passer un sapin.

Dans le cas qui nous occupe, c'est M. Bourassa qui a le gros bout du bâton. Il est premier ministre et c'est lui qui décide de tout. M. Parizeau peut bien proposer ce qu'il veut, c'est M. Bourassa qui en dispose, à son rythme, à sa façon et selon ses propensions.

Si nous savons beaucoup de choses de la patrie de M. Parizeau, nous ne savons strictement rien de la patrie de M. Bourassa. Dans ce cas, il est extrêmement périlleux pour les souverainistes de se montrer plus généreux que nécessaire et, connaissant l'habileté diabolique de M. Bourassa, ils risquent de se retrouver à très court terme Gros-Jean comme devant.

Je pense qu'il n'est pas loin le jour où M. Bourassa proposera aux Québécois un objectif totalement inacceptable aux souverainistes et que, dès lors, nous n'aurons pas d'autre choix que de nous rabattre sur le Parti québécois. Nous n'en aurons pas pour autant oublié la patrie. Bien au contraire. Mais nous aurons enfin compris que le seul parti qui propose une patrie souveraine c'est le Parti québécois.

Moi aussi j'ai toujours rêvé et je rêve encore de voir tous les partis du Québec proposer la souveraineté. Nous n'aurions plus alors qu'à choisir entre des programmes de gouvernement.

Mais à ce moment-ci de notre histoire, ce rêve me semble si loin de la réalité que j'ai peine à l'entretenir.

Si cela arrive, tant mieux. Mais si cela n'arrive pas, comme c'est fort probable, ce sont les souverainistes qui auront perdu leur temps sur des voies de garage, qui devront rebrousser chemin en perdant des plumes et qui auront fort à faire pour relancer le mouvement dans la bonne voie.

M. Bourassa peut décider ce qu'il veut : Il peut décider d'attendre les prochaines élections ou il peut décider de tenir un référendum sur une question qu'il aura choisie. Il peut tergiverser et ne rien faire. Il peut embrouiller les cartes à l'envi et il peut choisir le terrain où il livrera bataille le moment venu.

Je ne dis pas que M. Parizeau ne doit pas collaborer avec M. Bourassa dans toute la mesure du possible. Je ne dis pas que les militants du Parti québécois doivent rejeter d'emblée les «nationalistes» du Parti libéral du Québec. Je ne dis pas que les partis doivent se déchirer sur la place publique et qu'on ne doit pas chercher à partager quelques objectifs. Mais je dis que les unanimités sont extrêmement rares et que seuls ceux qui sont en position de force peuvent les appeler de tous leurs vœux sans courir de risques parfois mortels.

**Je dis plus : Je suis contre les unanimités.**

Pour deux raisons : d'abord parce que tous ceux qui les souhaitent les imaginent autour de leurs propres objectifs ou intérêts et font fi des objectifs et des intérêts des autres. (A-t-on déjà vu quelqu'un souhaiter que l'unanimité se fasse autour d'un adversaire, à moins de se tromper sérieusement sur ses intentions?)

Ensuite parce que les unanimités ont comme prolongement logique le régime totalitaire.

L'unanimité, à moins qu'elle soit de très courte durée et qu'elle advienne en des circonstances très graves, est toujours antidémocratique.

Elle noie la dissidence sous les slogans et elle fait du danger appréhendé le seul moteur de toute action.

J'aime les sociétés qui ne sont pas unanimes et je serai parfaitement heureux de voir l'indépendance du Québec advenir par la volonté d'une simple majorité de Québécois.

Je le répète : La patrie avant les partis, malgré la hauteur de vue que cette expression inspire, porte en elle des dangers si grands que je préfère en discuter sérieusement avant de l'adopter.

Je m'en méfie, aussi bien pour des questions de principe que pour des questions de stratégie.

Pour l'instant, seul le Parti québécois propose la souveraineté du Québec. Pour l'instant, la patrie dont je rêve passe par le parti dans lequel je milite. Pour l'instant, je n'ai pas d'autre choix et je n'en ferai pas d'autre avant que les autres aient aussi fait leur choix.

## L'OBJECTIF

**I**l ne doit y avoir qu'un seul objectif et c'est celui de la souveraineté du Québec.

Si je le répète aujourd'hui pour la millième fois, c'est que la chose n'est pas aussi évidente qu'elle le paraît.

Depuis 30 ans, on a beaucoup tourné autour du pot en souhaitant que la pensée magique nous plongerait tous, un jour, tête première, dans la potion de la cohérence.

On connaît assez bien les états d'âme de René Lévesque qui, de rebondissements en reculades, de tergiversations en attermolements, de faux-fuyants en fuites en avant, de coups de boutoir en bouderies colériques, avait fini par jeter les troupes et la population dans la confusion la plus totale.

On connaît assez bien toutes les propositions qui ont jalonné le parcours québécois et qui ont réussi à nous diviser plus qu'à nous unir. Laurendeau et Dunton qui réussissaient à définir la crise sans trouver de solution à lui apporter ; Pépin et Robarts qui annonçaient un fédéralisme renouvelé ; Pierre Elliott Trudeau qui nous

proposait un beau grand Canada bilingue qui n'était rien de plus qu'une vue de l'esprit ; Mulroney et la réconciliation nationale ; Robert Bourassa et la société distincte ; et les États associés et la souveraineté-association, et le Canada des régions, et le 51<sup>e</sup> État américain, et la «superstructure», et ceci, et cela, et tout le reste...

Or, si l'idée de souveraineté a fait un bon bout de chemin depuis cette époque, elle est toujours encombrée de toutes sortes de variantes plus ou moins sérieuses qui nous empêchent de la voir dans toute sa clarté.

J'oublie volontairement les propositions qui concernent le Canada tout entier pour ne retenir que celles qui tournent autour du pouvoir québécois.

Pourquoi ? Tout simplement parce que Jean Chrétien, ou Brian Mulroney, ou David Peterson, ou les autres *Canadians* seront toujours des adversaires, que je n'ai pas de conseil à leur donner, que leur sort m'indiffère et que je me réjouis fort de la confusion qui peut régner dans leur camp.

Mais je m'attriste de la confusion qui règne dans le mien.

Mon camp, c'est celui des nationalistes comme on les appelle. Il y en a de toutes les sortes et ils sont apparemment partout mais ils sont loin de partager le même objectif.

C'est une grande illusion. Toutes ces bonnes gens croient marcher dans la même direction alors que c'est complètement faux.

Il y a les hommes d'affaires. Ils sont nationalistes. Leur conversion est récente mais réelle. Sont-ils souverainistes comme beaucoup sont portés à le croire ? Nullement. S'ils ont dit qu'ils n'avaient plus peur de l'indépendance, ils n'ont jamais affirmé qu'il fallait la faire. Au contraire, ils vont continuer jusqu'à la dernière minute à chercher des moyens de l'éviter.

Ils n'ont jamais fait le choix de la souveraineté. Si jamais ils l'acceptent, c'est qu'ils n'auront pas le choix.

Leur objectif n'est donc pas celui du Parti québécois. Il faut savoir le constater. Si on peut momentanément les considérer comme des alliés objectifs dans la conjoncture actuelle, on ne peut absolument pas les intégrer aux troupes militantes en imaginant sotttement qu'ils marcheront au même pas jusqu'au grand soir.

Il y a les militants du Parti libéral du Québec, au moins un bon nombre d'entre eux, nous dit-on. Ils sont nationalistes eux aussi, mais la plupart sont loin d'avoir fait le choix de la souveraineté. Oh ! bien sûr, si leur chef les entraînait dans cette voie, ils suivraient probablement, mais suivraient-ils un autre chef qui

les entraînerait dans la même direction ? On peut en douter. Quelques-uns sont sans doute souverainistes, mais la grande majorité cherche encore une solution «qui ne va pas aussi loin».

Certes, l'indépendance ne leur fait plus peur à eux non plus mais, de là à penser qu'ils soient prêts à la favoriser tout de go, il y a un pas qu'on ne saurait franchir.

Quel est leur objectif ? On n'en sait trop rien. Pour l'instant, ce serait une erreur grave que de les associer trop étroitement à la démarche souverainiste.

L'illusion nationaliste ne doit pas faire écran à la réalité.

Il y a M. Bourassa lui-même. Il est nationaliste, bien sûr, comme tous les autres. Mais son objectif est-il le même que le nôtre ? Nullement. Et, jusqu'à preuve du contraire, son objectif premier est d'empêcher le nôtre de se réaliser.

Pourtant, pourtant... Oui, je sais, nombreux sont ceux qui accepteraient de voter en faveur de la souveraineté si c'était M. Bourassa qui la proposait.

Mais il ne le fait pas et ne s'apprête pas à le faire.

Il propose plutôt une superstructure dont on ne sait absolument rien. Mais cela suffit pour exciter les esprits naïfs. En tout cas, peut-on se dire, il propose quelque chose de nouveau, c'est déjà ça de pris.

Mais cessons donc de rêver. Ce que nous propose M. Bourassa, si vague cela soit-il, c'est de recommencer le même éternel combat pour obtenir quelques pouvoirs et quelques libertés de plus, alors que le même combat peut nous conduire plus vite et plus sûrement, et à un moindre coût, à tous les pouvoirs et à toutes les libertés.

Il est facile de dénoncer les adversaires du Québec, mais il est beaucoup plus difficile de dénoncer M. Bourassa qui a toujours été et demeure un vrai Québécois, et qui croit honnêtement que le Québec n'a pas intérêt à conquérir sa souveraineté.

Pourtant, il faut le faire car personne d'autre que M. Bourassa ne peut freiner avec autant d'efficacité le mouvement souverainiste. Il laissera d'abord traîner les choses en longueur pendant que nous continuerons d'espérer sa conversion, puis il proposera une solution qui aura les apparences de la nouveauté en sachant que le geste sera suffisant pour lui assurer l'appui de la grande majorité des militants de son parti.

Il est nationaliste, soit, mais il n'est pas souverainiste.

Puis, il y a les députés conservateurs québécois à Ottawa, ceux qui n'ont pas démissionné. Nationalistes eux aussi, cela va de soi. Mais souverainistes ? Faudrait voir.

D'abord, un coup de chapeau. C'est avec beaucoup de vigueur et de ténacité qu'ils ont défendu les intérêts du Québec à Ottawa. On ne peut douter de leur engagement. Contrairement aux députés libéraux et à leurs chefs, Trudeau et Chrétien, qui se sont tournés carrément contre le Québec pour mieux l'avilir et qui continuent de se prélasser dans leur propre merdier, ils ont su toujours garder une dignité qui les honore.

Cela dit, je ne vois pas qu'ils aient comme objectif la souveraineté du Québec. Je suis persuadé que la plupart d'entre eux reviendraient en courant et en souriant au Québec si l'indépendance était proclamée demain matin.

Ils ne sont pas vraiment contre. Mais ils ne sont pas vraiment pour.

On me trouvera intransigeant. On m'accusera peut-être même de repousser sans ménagements des gens qui sont tout près de nous et qui pourraient bientôt joindre nos rangs.

C'est vrai que je suis intransigeant, mais c'est parce que je sais que l'objectif doit être défini avec une clarté absolue et que c'est avec une clarté absolue qu'on doit s'y rallier, sans quoi je ne vois pas pourquoi les gens nous suivraient dans une direction que nous n'osons prendre nous-mêmes.

Par contre, je ne repousse personne, bien au contraire. Je me fous qu'on soit ouvrier de la onzième heure ou de la première. (Il faudra

encore beaucoup d'ouvriers de la onzième heure pour faire le plein.) Je les invite à partager notre objectif le plus rapidement possible mais, en attendant, je suis bien obligé de constater qu'ils cheminent à côté de nous et non pas avec. Or, les voies parallèles, si proches soient-elles l'une de l'autre, ne se rencontrent jamais.

On doit les considérer, eux aussi, comme des alliés objectifs dans les circonstances, puisqu'ils démontrent, jour après jour, l'inanité du système fédéral canadien. Ainsi, ils font œuvre pédagogique auprès de la population québécoise. Cela dit, ils n'ont pas affirmé qu'ils voulaient en changer et, s'ils restent dans le Gouvernement, c'est probablement qu'ils ont toujours espoir de transformer le régime.

Leur action n'est pas mauvaise, loin de là, mais, encore une fois, ce n'est pas celle des souverainistes.

Il y a les députés fédéraux qui ont quitté leurs partis respectifs pour former ce qu'on appelle désormais le Bloc québécois. Ils ont été élus à Ottawa et continuent donc de siéger dans la capitale fédérale. Ils n'ont pas été élus comme souverainistes mais, l'étant devenus en chemin, ils se présentent comme tels. Impatients de se voir confirmés dans leur décision, ils ont présenté un candidat souverainiste dans le comté de Laurier-Sainte-Marie à Montréal. Ils ont réussi

à le faire élire dans une sorte de miniréférendum qui, *a posteriori*, semble devoir leur donner raison.

Ils se disent souverainistes et il faut les croire sur parole, mais M. Lucien Bouchard, qui les dirige, parle encore beaucoup de souveraineté-association et se réclame constamment de la pensée de René Lévesque. Cela m'inquiète.

D'abord parce que M. Bouchard fut l'un de ceux qui ont voulu courir «le beau risque» de René Lévesque à Ottawa, ce risque mal calculé qui a failli tuer le Parti québécois et le mouvement souverainiste lui-même. Et ensuite parce que la souveraineté-association est une invention passablement brumeuse qui tend à faire croire à la population qu'on peut faire l'indépendance sans se retirer du Canada et sans conséquences fâcheuses pour qui que ce soit, et que cette idée, démagogique, masque l'enjeu véritable de la souveraineté sans trait d'union que propose de nouveau le Parti québécois.

J'ai le regret de dire à M. Bouchard et à tous ceux qui seraient tentés de le suivre dans cette voie que si, dans son esprit, c'est la souveraineté-association qu'il privilégie, nous ne poursuivons pas le même objectif.

Ce n'est pas une question sémantique et ce n'est pas une question de nuances. La différence

entre les deux objectifs est fondamentale : Dans un cas, on fait de l'association avec le Canada un élément essentiel de la proposition, alors que, dans l'autre, cette association, peut-être souhaitable, n'est qu'accessoire au choix fondamental que les Québécois doivent faire entre la souveraineté et le fédéralisme canadien.

Je ne parle ici que de l'objectif ; je discuterai plus loin de la pertinence de l'action des députés souverainistes à Ottawa.

En attendant, il faut accorder nos flûtes. Je vois mal la tenue d'un référendum ou d'une élection où nous proposerions à la fois la souveraineté et la souveraineté-association.

Et pourtant, il faudra bien que nous allions au front ensemble si nous voulons gagner quelque chose.

Ou bien M. Bouchard partage entièrement notre objectif et il cesse de parler de souveraineté-association, ou alors il s'en tient à cette idée dépassée et nous saurons que nous ne sommes pas tout à fait sur la même longueur d'ondes. Dans ce cas, le Parti québécois, au lieu de lui ouvrir les bras, devra se montrer extrêmement prudent à son endroit.

J'ai l'air de dire : Hors de l'Église, point de salut.

Eh bien! non, ce n'est pas ce que je dis. Je crois, au contraire, qu'on peut penser tout ce qu'on voudra et qu'on peut croire que la vérité

puisse se trouver ailleurs que dans son propre camp, à tout le moins une partie de la vérité.

**Mais je dis également: UNE ORGANISATION POLITIQUE NE PEUT PAS PROPOSER PLUSIEURS OBJECTIFS FONDAMENTAUX CONTRADICTOIRES À LA FOIS.**

**Je répète que l'objectif doit être absolument clair et que ceux et celles qui ne s'y rallient pas ont le loisir de militer ailleurs en défendant leurs propres objectifs.**

**Mais mes propos s'adressent surtout aux militants et aux militantes du Parti québécois, comme à ses chefs qui pourraient être — qui sont — tentés de faire confiance à tout le monde sans jamais se prémunir contre les dangers d'une pareille attitude. Tous les souverainistes sont nationalistes. Mais tous les nationalistes ne sont pas souverainistes.**

**Je ne juge pas. On peut très bien défendre les intérêts du Québec sous toutes sortes de bannières mais, pour notre part, nous avons choisi celle de la souveraineté du Québec et c'est autour de cet objectif, et de celui-là seul, que nous devons entreprendre et poursuivre notre action.**

**Il y a les jeunes libéraux fédéraux qui quittent Jean Chrétien et qui déclarent se joindre au «consensus» québécois. Ils ont appuyé Gilles Duceppe dans Laurier-Sainte-Marie et ont travaillé à son élection.**

Je crois qu'ils partagent sincèrement notre objectif. Il faudrait qu'ils le prouvent en joignant les rangs du Parti québécois.

Il y a les jeunes libéraux provinciaux qui veulent engager leur parti dans la voie d'une «autonomie très large» pour le Québec.

Ils se disent souverainistes mais, quand on écoute leurs explications, on se demande s'ils nous ressemblent vraiment. Ils parlent d'un gouvernement supranational élu. Ils parlent de partager avec le Canada la monnaie, la défense, les affaires étrangères, peut-être les transports...

Dans mon esprit, cela ressemble terriblement à la souveraineté-association; peut-être cela va-t-il même un peu plus loin.

Ils vont tenter de pousser leur parti dans cette voie et ils ont de bonnes chances de réussir, au moins en partie. Cela n'est pas mauvais. Cela fait avancer les choses. Cela peut mener loin.

En attendant, on ne peut pas dire de façon certaine qu'ils partagent le même objectif que nous. Cela est d'autant moins sûr que Robert Bourassa, leur chef, continue de tourner en rond et, bien qu'il ait eu de bonnes paroles à leur endroit, il sait que c'est lui qui mène et qu'il ne laissera pas le Parti aller plus loin qu'il le veut bien.

Je suis fort heureux de voir les jeunes prendre la relève. J'espère seulement qu'ils se

rendent au bout de leur démarche pour déboucher enfin sur la souveraineté sans trait d'union.

Il y a tous ceux qui parlent et qui écrivent. Ils sont de toutes les catégories.

Ils ont beaucoup parlé et écrit ces derniers temps.

Ne nous y trompons pas. Le seul fait qu'ils parlent de la souveraineté sans la dénoncer hystériquement fait avancer la cause. Le seul fait qu'ils ne la voient plus de façon aussi négative qu'auparavant amène de l'eau à notre moulin. Le seul fait qu'ils en constatent la popularité accrue sans s'effrayer outre mesure la rend moins rébarbative à plusieurs.

Mais ce ne sont pas là des raisons suffisantes pour nous faire croire qu'ils ont le même objectif que nous.

Quand le bon père Georges-Henri Lévesque déclare qu'il commence à songer à la souveraineté après l'avoir combattue une grande partie de sa vie, je veux bien le croire sur parole mais, quand il fabule sur l'avenir du Canada divisé en quatre ou cinq régions, je reste perplexe sur ses véritables intentions. Cet homme buté qui annonce vaguement qu'il pourrait peut-être changer d'opinion nous permet de croire que la pensée québécoise est en profonde mutation et qu'elle bouge dans la bonne direction, mais

conclure hâtivement qu'elle est habitée tout entière par la belle idée de souveraineté relèverait de la plus grande naïveté.

Beaucoup d'intellectuels ont aussi repris la plume pour élaborer les nouveaux scénarios qui devraient désormais guider notre action. Ils distribuent leurs conseils à tout venant et se font fort de jouer les oracles dans une conjoncture qu'ils n'avaient pas prévue et qui rend désuets les scénarios qu'ils avaient déjà proposés.

Léon Dion, par exemple, a toujours hésité, un peu comme André Laurendeau dans le passé, à tirer les conclusions qui s'imposaient à la suite de ses brillantes analyses. Aujourd'hui qu'il semble un peu moins circonspect et qu'il flirte avec plus ou moins de bonheur avec «l'idée», on serait tenté de croire qu'il a déjà fait son nid. Mais pour lui et de nombreux autres, le choix reste à faire. Suivant en cela la tradition de certains intellectuels qui voudraient avoir eu raison, qui voudraient avoir échafaudé les bonnes hypothèses, qui voudraient passer pour des *leaders* d'opinion, M. Dion tourne facilement avec le vent en justifiant, par le recours au prétexte de la science exacte, ses caprices.

Tant mieux si ces intellectuels concourent enfin à grossir le nombre des souverainistes par l'influence qu'ils exercent en certains milieux, mais tant pis si leur fièvre ne devait être que passagère.

Pour ma part, je les trouve toujours un peu dangereux. Car, soit par souci d'originalité ou soit par habitude des arguties savantes, ils ont tendance à multiplier les nuances, à noyer le poisson dans les précautions oratoires ou à couper les cheveux en quatre pour ne pas démeriter de la profession.

Il est souvent difficile de savoir ce qu'ils veulent dire vraiment. La clarté n'est pas leur propre et la définition des objectifs leur est étrangère ; ils préfèrent en discuter indéfiniment dans leurs colloques subventionnés, à l'abri des mouvements de foule qui pourraient brusquer inopinément leurs beaux esprits.

Ils ont un rôle essentiel à jouer dans la société et je ne le leur dispute pas. Il faut être attentifs à la discussion souvent éclairante qu'ils engagent sur nos objectifs mais, attention ! à les écouter de trop près, nous pourrions nous en détourner. Ce qu'il ne faut pas.

Il y a les grandes centrales syndicales qui se sont récemment prononcées carrément en faveur de la souveraineté. Reste à leurs membres à en faire autant.

Dans leur cas, il ne semble pas y avoir de doute : C'est la souveraineté et rien d'autre. Cela est réjouissant, surtout quand on pense que les syndicalistes, sauf ceux des métallos, ne furent pas les premiers à s'engager dans le

combat. Je me souviens d'avoir failli être lynché — j'exagère, évidemment — lors d'un congrès de la CSN. Ces gens-là étaient si farouchement antiséparatistes que c'en était désespérant.

Enfin, les voilà qui arrivent. Je ne vais pas bouder mon plaisir.

Il y a tous ceux et celles qui, à la suite de l'échec de l'accord du lac Meech, virent leur capot de bord d'un seul coup et se retrouvent soudain dans le camp qu'ils combattaient il y a peu.

Ce sont tous ceux et celles qui disent : «Puisqu'ils ne veulent pas de nous, on va s'arranger autrement.»

J'en ai rencontré plusieurs qui, après avoir voté NON au Référendum de 1980, jurent qu'on ne les y reprendra plus et que, advenant un nouveau référendum, ils sauront voter du bon bord.

Leur conversion est sincère et touchante. Mais si on leur parle de souveraineté, ils se font plus hésitants. Oui mais... Peut-être, si nous n'avons pas le choix... Le Québec est-il assez fort économiquement?...

Ces nouveaux convertis savent bien ce qu'ils ne veulent plus mais ils ne sont pas sûrs de bien savoir ce qu'ils veulent. Ils ont fait un bon bout de chemin mais, trop souvent, la souveraineté reste pour eux un pis-aller.

Ils sont fragiles. Ils peuvent se retourner facilement. Ils ont encore un peu peur et ils connaissent mal notre objectif. C'est une raison de plus pour que celui-ci soit le plus clair possible et qu'il leur soit présenté résolument sans jouer sur les mots et sans leur dorer la pilule.

Si la souveraineté est chose difficile à conquérir, elle est encore plus difficile à assumer. Tous doivent le savoir dès le départ et l'euphorie qui semble entourer le projet, en cet automne 1990, si belle à voir, et si encourageante pour tous, ne doit pas nous plonger dans les paradis artificiels de la fuite en avant ou de la simplification abusive.

Cela commence à faire beaucoup de monde, et j'en oublie. Cela est très excitant et je connais nombre de vieux militants et de non moins vieilles militantes qui se reprennent à espérer et à rêver comme au bon vieux temps.

Et il y a les enfants, apparemment si dociles et si résignés il y a peu, qui leur poussent maintenant dans le dos et qui les prient de reprendre du service.

Jamais, depuis 30 ans, l'objectif n'a semblé si rapproché.

Et pourtant, je reste persuadé que beaucoup continuent de tourner autour sans l'adopter vraiment et qu'il est dangereux d'imaginer que toutes les alliances sont désormais possibles et

que rien ne peut plus nous arrêter dans la conquête de notre souveraineté.

Rien n'est irréversible. On doit le dire et le répéter. Les pièges seront encore nombreux qui vont s'ouvrir sous nos pieds. C'est pourquoi le Parti québécois doit rester extrêmement ferme sur ses intentions et faire de son objectif premier — la souveraineté du Québec — le point de ralliement de la majorité des Québécois plutôt qu'un simple sujet de discussion parmi tant d'autres, plutôt qu'un article parmi d'autres à la table des négociations, plutôt qu'un objet de marchandage entre nationalistes de tous acabits.

Notre objectif n'est pas négociable, ni dans les commissions parlementaires, ni dans les assemblées constituantes, ni dans les palabres des états généraux, ni à huis clos, ni en public.

Le va-et-vient constitutionnel peut nous distraire. L'effervescence nationaliste peut nous faire illusion. À nous de savoir garder la tête froide et de faire le travail nécessaire pour rallier le plus grand nombre à notre objectif: la souveraineté du Québec.



## MESURER SES FORCES

**L**es souverainistes se sont si souvent, dans le passé, payés d'illusions, qu'il n'est peut-être pas mauvais aujourd'hui de regarder la situation de près pour tenter d'éviter de répéter les erreurs du passé.

Je me souviens du temps où de très nombreux indépendantistes affirmaient sans rire que Trudeau était séparatiste et que toute son action ne visait qu'à mener, à sa façon, le Québec à la souveraineté. Cela était proprement risible mais n'en avait pas moins un effet démobilisateur sur les troupes, qui se dotaient d'alliés imaginaires dans des batailles souvent perdues d'avance.

Aujourd'hui, Robert Bourassa joue le même rôle, et nous risquons de tomber dans le même piège.

Je me souviens encore de René Lévesque (c'est mon obsession), qui croyait naïvement que, après une victoire du OUI, le Canada anglais laisserait tomber toute résistance et se plierait de bonne grâce au diktat du Québec. M. Lévesque, qui croyait, à l'encontre de toute preuve historique, au sens démocratique du

Canada anglais, dut vite déchanter le jour où celui-ci le renvoya brutalement à ses oignons.

Je me souviens encore du Référendum de 1980, où les souverainistes avaient grandement sous-estimé la force des fédéralistes de même que leur mépris des règles démocratiques établies par le gouvernement du Québec.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Dans l'euphorie générale qui accompagne le mouvement, tout semble nous être allié et rien ne nous est ennemi.

Jean Chrétien ? Fini.

Brian Mulroney ? Au fond, il est de notre côté.

Le NPD ? Il s'est déjà prononcé en faveur de l'autodétermination du Québec.

David Peterson, premier ministre de l'Ontario ? C'est l'allié naturel du Québec.

Clyde Wells, premier ministre de Terre-Neuve ? Il ne fait pas le poids.

La Gendarmerie royale du Canada et l'armée canadienne ? On n'osera pas, de peur d'encourir la réprobation internationale.

Les Américains ? Bah ! ils ne sont pas pour mais ils ne sont pas contre.

Le grand capitalisme nord-américain ? Il sait que le Québec est en faveur du libre-échange.

Les grandes centrales syndicales canadiennes ? Elles n'oseraient pas contrer la volonté des centrales québécoises.

Robert Bourassa ? C'est sans doute lui qui fera l'indépendance.

Et ainsi de suite, *ad infinitum*.

Tous nos adversaires sont au plancher et tous les gens raisonnables se sont rangés de notre côté. Par ailleurs, les opportunistes, à la lumière des sondages, voudront monter dans le bateau le plus vite possible.

L'euphorie est belle à voir mais elle est si dangereuse qu'elle peut nous entraîner à notre perte.

Soyons plus réalistes, que diable !

Nous sommes toujours entourés d'adversaires puissants qui n'hésiteront pas à tout mettre en œuvre pour bloquer le projet souverainiste.

Les sondages nous ont appris qu'une bonne partie du Canada anglais était prête à renoncer au Québec si telle était la volonté des Québécois. En certains milieux, on semble même le souhaiter.

Dites-vous bien que si on pense ainsi c'est qu'on n'y croit pas encore. Le jour où la menace sera réelle, le jour où le Québec choisira la souveraineté, on verra au Canada anglais une levée de boucliers sans précédent. La très grande majorité des Anglo-Canadiens croit au Canada et voit d'un très mauvais œil la séparation du Québec. C'est une chose de répondre aux questions d'un sondage quand la menace n'est pas

réelle; c'en est une autre de répondre à la volonté ferme du Québec de quitter la Fédération.

Vous verrez bien : On menacera, on exigera l'entrée en scène de la Gendarmerie royale et de l'armée, on parlera de blocus économique, on criera à la trahison, on multipliera les pressions internationales et on déchirera ses vêtements sur la place publique. En somme, on fera tout ce qu'il est possible de faire pour stopper le projet.

Cela ne nous empêchera pas d'avancer et, si nous restons fermes dans notre décision, rien ne pourra nous arrêter.

Mais nous devons prendre conscience dès maintenant qu'on nous opposera une force considérable et que nous devons être prêts à y faire face. Nous devons surtout nous y préparer psychologiquement plutôt que de nous complaire dans le rose bonbon de nos conversations de salon.

Jean Chrétien ? Il peut nous faire encore beaucoup de mal.

On le dit fini et impuissant. C'est faux. Il est toujours l'homme politique le plus populaire au Canada anglais et, même au Québec, il peut compter sur des forces qui, sans être considérables, n'en sont pas moins importantes. On sait qu'il n'a pas de principes et qu'il ne recule devant rien. On sait que, chez lui, la fin justifie les moyens. On sait qu'il est habitué aux *jobs* de bras et on sait qu'il n'a jamais craint de cra-

cher sur le Québec pour sauver sa mise au Canada. On sait aussi que le vieux Trudeau veille toujours dans l'ombre et qu'il est toujours dangereux. Ils sont peut-être moins puissants qu'en 1980, mais quand la soupe est chaude, nous devons nous attendre à devoir faire face de nouveau.

Brian Mulroney est toujours, à ce que je sache, premier ministre du Canada. À moins de démissionner, ce qui est quand même peu probable, il occupera toujours ce poste dans les deux années qui viennent.

Or, bien qu'il soit québécois et bien que sa sympathie pour les aspirations du Québec ne soit pas feinte, il n'assistera pas en se croisant les bras au démembrement du Canada.

Ni lui ni aucun premier ministre du Canada, ni lui ni aucun de ses successeurs, n'acceptera sans se battre farouchement la déclaration d'indépendance du Québec. Il est faible dans les sondages ? Il est le premier ministre le plus impopulaire de l'histoire du Canada ? *So what* ? Il est toujours le chef élu et il a à sa disposition des moyens gigantesques dont il peut jouir à sa guise. Je ne dis pas qu'il voudra dépêcher la Gendarmerie et l'armée à la frontière, mais je dis qu'il peut le faire et que nous devons en tenir compte. Et je suis prêt à parier que le jour où il tonnera contre le Québec — c'est déjà commencé — et se présen-

tera comme le sauveur du Canada, on verra alors sa cote de popularité faire un bond spectaculaire.

Il sera d'autant plus tenté de le faire que c'est peut-être le seul moyen qu'il lui reste de sauver sa peau. Méfions-nous des adversaires apparemment faibles ; ce sont les plus dangereux.

Et que diriez-vous de la coalition des conservateurs, des libéraux et du NPD réunis dans un gouvernement d'union nationale dans le but de sauver le Canada ?

Scénario fantaisiste ? Je veux bien, mais seulement après y avoir pensé deux fois, ce que je vous invite à faire.

Et les Américains dans tout cela ?

Ce n'est pas par principe qu'il faut nous en méfier — ils ne sont pas plus méchants que les autres —, mais par devoir.

En effet, nous avons le devoir stratégique de nous méfier de tous ceux qui pourraient, pour une raison ou pour une autre, tenter de contrer notre projet et qui ont les moyens de le faire. Les Américains sont de ceux-là.

Tant mieux s'ils continuent d'entretenir leur neutralité présente. Dans ce cas, nous n'avons pas besoin de stratégie et nous n'avons pas à tenir compte de leur force. Mais, comme nous les savons imprévisibles, nous avons le devoir de faire comme si... comme s'ils n'étaient pas d'accord et décidaient de le démontrer.

Cela vaut mieux en tout cas que de faire comme s'ils n'existaient pas ou, pire, d'imaginer, comme certains le font déjà, qu'ils vont appuyer la souveraineté du Québec pour mieux faire main basse sur le Canada.

Robert Bourassa. Je ne le dirai jamais assez et je le répète tout au long de ce livre: Robert Bourassa n'est pas souverainiste et nous aurions tort de croire qu'il pourrait être notre allié. D'ici quelques mois, il va sûrement proposer quelque chose qui ressemblera de très loin à notre projet, mais de juste assez près pour semer la plus grande confusion dans les esprits. Il a déjà commencé à afficher ses couleurs et déjà les esprits les plus naïfs se jettent dans son piège en courant.

Mais c'est un piège et, si nous y tombons tous, c'en est fait de la souveraineté du Québec.

D'autres forces pourront aussi jouer contre nous et il faut dès maintenant nous préparer à y faire face. Je pense, entre autres, à la force des circonstances.

La crise d'Oka devrait nous avoir appris comment un incident mineur peut dégénérer rapidement en crise majeure et bousculer les échéanciers, changer les données, diviser les populations.

Toutes sortes d'événements imprévus peuvent survenir qui affaibliraient considérablement notre élan. Ils sont imprévisibles de par

leur nature même. Nous pouvons quand même nous prémunir, ne serait-ce que modérément, contre l'imprévisible, en prenant conscience que l'imprévu est toujours possible ou probable.

La plus grande erreur que nous pourrions faire à l'heure actuelle serait celle de surestimer nos forces et de sous-estimer celles de nos adversaires.

Nous sommes en bonne position. Nous pouvons gagner. Mais nous ne gagnerons que dans la mesure où nous saurons bien distinguer nos vrais alliés de nos vrais ennemis et dans la mesure où nous accorderons à ces derniers toute l'attention qu'il faut pour les contrer.

Je ne veux pas jouer les Cassandre ou les rabat-joie — je suis optimiste de ce temps-ci — je veux simplement nous appeler à un peu plus de réalisme.

## LES RELATIONS INTERNATIONALES

**L**es souverainistes n'ont pas attendu les gens d'affaires pour parler d'internationalisme. Nous avons toujours su et nous avons dit et répété à satiété une évidence que personne n'aurait jamais dû ignorer : Le Québec ne peut pas accéder au monde international avant d'avoir proclamé son indépendance.

Seuls les États souverains peuvent siéger dans les grands organismes internationaux et entretenir des relations d'égal à égal avec d'autres États souverains.

Pour l'instant, le Québec n'est qu'une province du Canada et c'est Ottawa qui, seul, a le pouvoir d'entretenir des relations internationales et de définir la politique étrangère du pays.

Le Québec peut bien entretenir quelques prétentions, et on l'a vu, à quelques occasions, se débattre comme un diable dans l'eau bénite pour se faire reconnaître à Dakar, à Alger ou à Paris, mais on sait ce que tout cela a donné : des querelles interminables avec Ottawa et des reconnaissances platoniques propres à satisfaire temporairement les « provinciaux » que nous

sommes, mais sans grande importance et sans poids dans les grands enjeux internationaux.

Parce que le Québec n'est qu'une province et que nous n'avons jamais connu la souveraineté politique, nous avons souvent du mal à nous situer par rapport au reste du monde et nous ne nous sommes jamais attachés à définir une politique internationale qui nous soit propre.

Nous sommes, en ce domaine, de pauvres amateurs. Inutile de nous le cacher, nous serions fort dépourvus si nous devions, demain, le faire.

Avec qui traiter et selon quels intérêts ? Quels sont les États qui seront le plus enclins à reconnaître un Québec souverain et jusqu'où seront-ils prêts à nous appuyer ? Quels traités internationaux faudrait-il signer en priorité ? Qui sont les adversaires qui voudront nous déstabiliser ? De quels moyens disposons-nous pour engager telle ou telle négociation ? Qui est qui dans le monde ? Qui manipule et qui est manipulé ? Quels sont les marchés que nous pouvons sauvegarder et quels sont ceux que nous pouvons conquérir ? À qui ouvrir nos portes en toute confiance et à qui les fermer ? Jouerons-nous les neutres ou jouerons-nous le jeu des blocs ? Serons-nous du côté d'Israël ou du côté des Palestiniens ? Et à quel prix ?

Je pourrais multiplier les questions jusqu'à demain matin. Hélas, dans la plupart des cas, nous ne saurions y répondre.

Et pourtant, il faudra peut-être y répondre dans un avenir rapproché.

Jusqu'à maintenant, on pouvait se contenter d'entretenir l'idée, de jouer avec les concepts, de donner son opinion personnelle sur tel ou tel sujet, de se gausser de la maladresse des Américains ou de se réjouir des avatars de l'URSS.

La souveraineté semblait si éloignée qu'on ne voyait pas l'urgence de se projeter sur la scène internationale.

Or, dans l'état actuel des choses, nous serions irresponsables si nous ne prenions pas dès maintenant les mesures qui s'imposent pour nous préparer à cette éventualité.

Et il appartient au Parti québécois de le faire. En principe, c'est ce parti qui, une fois au pouvoir, devra assumer les responsabilités internationales du Québec.

Je dis qu'il doit le faire dès maintenant, comme si le Québec était déjà souverain.

Non seulement se définira-t-il ainsi, dès maintenant, une véritable politique internationale mais, de plus, il le fera sur un terrain que M. Bourassa ne peut pas occuper parce qu'il est et parce qu'il se veut premier ministre d'une province du Canada. De plus, il embêtera Ottawa.

M. Bourassa n'a pas le pouvoir de se prononcer sur la situation en Afrique du Sud. C'est

à M. Mulroney qu'il appartient de le faire. Mais, en tant que chef de l'opposition et éventuel chef d'un État souverain, M. Parizeau peut fort bien annoncer les politiques du gouvernement qu'il formera éventuellement.

Cela ne s'improvise pas, bien sûr, et c'est pourquoi il faut que le Parti québécois élabore de toute urgence au moins les grandes lignes de la politique internationale d'un Québec souverain.

Elle existe déjà à l'état embryonnaire dans le programme du Parti, mais on peut dès maintenant aller beaucoup plus loin.

Cela est d'autant plus pressant que, dans les mois à venir, on s'interrogera, dans le monde entier, sur les orientations de notre politique internationale. On voudra aussi vérifier la fermeté de nos intentions.

Si nous ne sommes pas habitués à jouer le grand jeu sur la scène internationale, nous pouvons quand même compter sur un certain nombre de spécialistes, ici même au Québec et souvent à l'étranger, qui devraient être conscris en douceur afin de mettre leurs compétences à contribution.

Nous n'avons aucun intérêt à prendre les États par surprise. N'oublions pas que nous aurons à les convaincre de reconnaître la légitimité d'un Québec souverain tout en facilitant son entrée au sein des grands organismes inter-

nationaux. Ils le feront sans doute plus volontiers s'ils connaissent d'avance nos intentions.

Malgré cela, il n'est pas dit que, même avertis, ils y verront leur intérêt. L'URSS, par exemple, aux prises avec le problème de la souveraineté de nombre de ses républiques, pourrait vouloir traîner les pieds, espérant ainsi bloquer les volontés souverainistes en son propre sein.

Il n'est pas dit non plus que les États-Unis, malgré leur apparente neutralité et malgré le fait qu'ils ne rejettent plus d'emblée notre projet, voudront être les premiers à voler à notre rescousse.

Et que dire du Canada lui-même qui, voyant l'échéance approcher, fera indubitablement des pieds et des mains pour stopper le mouvement et s'emploiera à miner, partout à travers le monde, les terrains où nous voudrions mettre le pied.

Nous nous faisons beaucoup d'illusions en cette matière et je me souviens que René Lévesque affichait en ce domaine une naïveté désespérante.

Si on peut espérer que les choses se passent de la meilleure façon du monde, il faut agir comme si elles devaient être plus difficiles et tirer les conclusions qui s'imposent.

Cela veut dire qu'il faut dès maintenant «travailler» les hommes et les femmes qui sont au pouvoir dans le monde, établir des contacts,

nouer des liens, informer, discuter, voire négocier des ententes qui, bien que secrètes, nous permettraient de savoir sur qui nous pouvons compter.

M. Parizeau, au premier chef, doit se déplacer davantage. On le connaît beaucoup moins à l'étranger qu'on connaissait M. Lévesque ou qu'on connaît M. Bourassa. Il faut combler cette lacune au plus tôt.

Mais il doit aussi dépêcher des émissaires partout où notre intérêt semble dicter de le faire.

Il existe déjà des contacts dans de nombreux endroits de la planète et un bon nombre de Québécois ont déjà noué des liens professionnels ou d'amitié avec un certain nombre de gens de pouvoir au-delà de nos frontières.

Eux aussi il faut les conscrire en douceur. Je pense à Louise Beaudoin, je pense à Claude Morin, je pense à Louis Bernard, je pense aux ex-délégués du Québec à l'étranger, je pense aux ex-ministres du gouvernement Lévesque qui ont beaucoup voyagé et qui pourraient reprendre du service.

Il ne faut pas compter sur M. Bourassa pour faire ce travail. Ce serait plus facile, évidemment, puisqu'il pourrait le faire aux frais de l'État alors que nous ne pouvons compter que sur nos propres moyens. Mais, si faibles soient-ils, nous devons en utiliser une partie à cette fin.

Il ne s'agit pas d'aller jouer les matamores, les don Quichottes ou les porte-étendard dans les capitales étrangères. Il ne s'agit pas non plus de payer des vacances dans les pays chauds à quelques hauts fonctionnaires du Parti qui se voient déjà ambassadeurs à Rio de Janeiro ou à Rome.

Il s'agit plutôt de faire le travail terre à terre, ingrat et essentiel qui vise à briser notre isolement sur la scène internationale pour y chercher la reconnaissance des autres.

Ces émissaires ne devront pas partir la tête et les mains vides. Si nous allons demander quelque chose, il faut aussi savoir ce que nous avons à offrir. Les dossiers doivent être solides et permettre de déceler, dans les intérêts des autres, ceux qui pourraient correspondre aux nôtres.

Il faudra aussi ne pas se tromper d'interlocuteurs. D'abord, savoir que nombreux sont ceux qui se déroberont pour des raisons diplomatiques et que d'autres le feront pour des raisons idéologiques. Mais qui sont les autres, et auxquels d'entre eux faut-il parler en priorité ?

Qui peut le plus nous donner et à qui pouvons-nous le plus offrir ?

Qui sera au pouvoir dans cinq ans et qui aura été renversé ? Qui, dans l'ombre, a le plus d'influence, et qui, au grand jour, ne représente à peu près rien ?

Faire ce que tout le monde fait sur la scène internationale.

Ce disant, j'ai sûrement l'air, pour certains, de jouer à l'apprenti-sorcier dans un mauvais vaudeville patriotique. Pour d'autres, ces grandes manœuvres pourraient ressembler aux agitations des gouvernements parallèles ou des gouvernements en exil.

Pourtant, il n'en est rien. Si nous voulons être pris au sérieux, il faut faire sérieusement ce que nous avons à faire, et ce n'est pas s'agiter vainement que de commencer dès maintenant à préparer le terrain sur lequel nous devons demain, bon gré mal gré, jouer du coude pour y tenir notre place.

On n'y pense pas trop, on y pense autrement ou on n'ose pas y penser mais, sur la scène internationale, il y aura le Canada.

Association ou pas, le Québec souverain devra viser la reconnaissance du Canada tout en s'assurant que la rupture se fasse dans les meilleures conditions possibles.

C'est pourquoi il est impérieux d'imaginer immédiatement la situation nouvelle qui sera créée entre nos deux pays et les accommodements qui pourraient être proposés de part et d'autre au service des intérêts de l'un et de l'autre.

Je donne un exemple : Le Québec souverain séparera le Canada en deux parties distinctes,

les provinces maritimes d'un côté, l'Ontario et les provinces de l'Ouest de l'autre. Cette coupure géographique peut, en situation difficile, donner au Québec un certain pouvoir de négociation. Mais comme nous ne souhaitons pas les situations difficiles, on peut envisager dès maintenant les arrangements nécessaires qui permettraient au Canada de ne pas souffrir de cet inconvénient.

Contrairement à ce qu'on pense communément, il ne s'agit en effet que d'un inconvénient. Il suffit, pour s'en convaincre, de penser à l'Alaska, qui se trouve à plus de 1 000 km des États-Unis proprement dits et qui en est séparé par le Canada. Cela ne crée aucun problème majeur parce que le Canada et les États-Unis se sont entendus sur les droits de passage nécessaires à la réunion des deux parties.

Le Canada et le Québec pourraient s'entendre de la même façon, mais je crois que le Québec, en position de force dans cette affaire, devrait tout de suite faire une proposition en ce sens au Canada. Non pas qu'il faille s'attendre à ce qu'elle puisse être reçue — aucun *Canadian* responsable ne pouvant accepter cette éventualité —, mais elle pourrait à tout le moins être entendue et ainsi désarmer les démagogues qui brandissent la pakistanisation du Canada pour faire peur au monde.

Il en va de même du partage des biens et de la dette canadiens. Pourquoi ne pas commencer à en parler tout de suite ? Pourquoi ne pas faire tout de suite un certain nombre de propositions selon les intérêts québécois et lancer ainsi une discussion qui ne pourra évidemment se poursuivre qu'à la table des négociations ?

Il est sans doute difficile de voir le Canada comme un pays étranger, mais il faut le faire sous peine de ne pas savoir imaginer un Québec indépendant. L'un ne va pas sans l'autre.

Il est également difficile d'imaginer le Québec siégeant aux Nations Unies ou déléguant son ambassadeur à Tokyo, mais il faut le faire si on veut se convaincre d'aller jusqu'au bout.

Je me souviens encore de René Lévesque. Quand, un peu facétieusement, quelqu'un le présentait comme le futur président de la future république du Québec, il grimaçait comme seul il savait le faire. Ce n'était pas que modestie. Au fond, il n'y croyait pas vraiment. Et je lui rappelai un jour que, si lui n'y croyait pas, il aurait bien du mal à convaincre les autres d'y croire.

Il faut croire au Québec souverain. Et c'est dès maintenant qu'il faut en adopter les comportements obligés sur la scène internationale.

Il ne s'agit pas, pour M. Parizeau, de jouer au président de la république, mais de bien

**montrer quelles seront les politiques du président de la république, de son gouvernement et de son peuple.**

**Il ne s'agit pas pour nous de jouer à la souveraineté du Québec, mais bien de montrer la détermination que nous avons de la faire et de la faire avec le plus grand sérieux.**

**Il ne s'agit pas que de préparer les autres mais aussi de nous préparer nous-mêmes à prendre notre place avec compétence sur la scène internationale.**

**Il s'agit de nous préparer à élire, non plus le premier ministre de la province de Québec, mais le président de la république du Québec.**



# UN PLAN D'URGENCE

**O**n peut imaginer deux scénarios pouvant mener à la souveraineté du Québec (j'exclus d'emblée le coup d'État qui, de toute façon, n'a jamais tenté personne) :

1) Le gouvernement du Québec négocie avec Ottawa un certain nombre de questions relatives à la séparation et les deux parties s'entendent sur la date de la proclamation de l'indépendance ;

2) Le gouvernement du Québec proclame unilatéralement la souveraineté et c'est à partir du fait accompli que des négociations peuvent éventuellement s'engager avec Ottawa.

Dans le premier cas, il n'y a pas de problème majeur. Si tout se déroule normalement, le transfert des pouvoirs et des responsabilités pourra se faire dans l'ordre et dans un temps donné, laissant à chacune des parties le loisir de s'organiser en conséquence.

Mais il se pourrait que les discussions n'aillent pas aussi bien que nous pourrions l'espérer ou que quelque accrochage imprévu

fasse échouer l'entreprise. Pire, il se pourrait qu'Ottawa refuse tout simplement de négocier et qu'on force ainsi le Québec à agir unilatéralement.

Il se pourrait même que le Québec décide lui-même, pour des raisons stratégiques, de proclamer unilatéralement sa souveraineté. Advenant ce cas, nous devons être prêts à faire face à la musique.

Nous devons donc, dès maintenant, commencer à élaborer un plan d'urgence qui permette au gouvernement du Québec de rester maître de la situation en toutes circonstances.

Comme il est fort peu probable que Robert Bourassa proclame l'indépendance du Québec unilatéralement, on peut présumer que, dans cette éventualité, c'est le gouvernement du Parti québécois qui aura à prendre cette responsabilité.

Aussi appartient-il au Parti québécois de prévoir cette situation et de trouver tout de suite des réponses aux problèmes qui pourront se poser.

Il va de soi que pareil plan d'urgence ne peut pas faire l'objet de discussions pendant les congrès annuels du Parti. Si le plan n'est pas secret, il est évident qu'il doit demeurer discret.

Je ne vais pas ici proposer des réponses (il y a des gens beaucoup plus compétents que moi pour ce faire) mais plutôt poser un certain

nombre de questions qui devront trouver réponse à l'intérieur du plan.

1) Comment le Québec pourrait-il, du jour au lendemain, exercer tous les pouvoirs d'un pays souverain et en assumer toutes les responsabilités ?

2) Comment faire en sorte que l'administration publique soit, du jour au lendemain, tout entière concentrée à Québec et que la perception des impôts et des taxes puisse se faire sans difficulté ?

3) Qui s'occupera de la sécurité publique? La police, bien sûr. Mais on peut aussi imaginer que des militaires voudront se mettre au service du Québec. Qui les commandera ? Et combien de temps leur faudra-t-il pour être à pied d'œuvre? (Je ne sais pas qu'on ait jamais discuté de cette question au sein des forces souverainistes. À ma connaissance, aucun contact sérieux n'a jamais été pris avec les militaires québécois susceptibles de se mettre au service du Québec souverain. Cela ne peut se faire que secrètement, j'en conviens. Mais cela doit se faire. Scénario alarmiste ou fantaisiste ? Non. C'est le scénario normal de tout pays souverain.)

4) Comment faire en sorte que la population soit informée en tout temps des décisions de son gouvernement et de l'attitude qu'il serait préférable d'adopter en telle ou telle circonstance ? L'État devrait-il «conscire» pour un

certain temps les médias d'information ? (J'entends déjà qu'on crie à la dictature, à la propagande et à l'asservissement de l'information. Je ne suis pas assez naïf pour ne pas voir le danger de pareille action mais je ne suis pas assez naïf non plus pour ne pas la croire nécessaire en certaines circonstances.)

5) Les citoyens québécois pourront-ils, dans les circonstances, continuer à se servir de leur passeport canadien, ou l'État québécois devrait-il agir avec la plus grande célérité pour délivrer des passeports québécois ?

6) Les délégations du Québec à l'étranger accèderont-elles du jour au lendemain au statut d'ambassades ? Comment les faire reconnaître comme telles et comment remplacer rapidement le personnel qui, pour une raison ou pour une autre, voudra démissionner ?

7) Comment le gouvernement du Québec peut-ils s'assurer qu'il n'y ait pas d'interruption dans le paiement des pensions de vieillesse, de l'assurance-chômage ou autres prestations sociales qui, jusqu'alors, se faisait à partir d'Ottawa ?

8) Fermerons-nous nos frontières ou les laisserons-nous ouvertes ?

9) Que faire de la voie maritime du Saint-Laurent ?

10) Comment Ottawa pourrait-il rétorquer à la déclaration unilatérale et par quels

moyens ? Quel est notre pouvoir de négociation à court terme ?

11) Comment transférer au Québec, du jour au lendemain, les fonctionnaires fédéraux qui le désireront ? Comment les intégrer sur-le-champ à la fonction publique québécoise ?

12) Comment s'assurer de l'appui volontaire de la population dans cette entreprise difficile ?

Je pose ici 12 questions mais c'est par centaines qu'elles se poseront alors au Gouvernement, qui devra leur trouver des réponses dans les plus brefs délais.

Est-ce trop demander à ceux qui veulent nous gouverner dans un pays souverain que de tenter dès maintenant de trouver un certain nombre de ces réponses ?

Est-ce trop demander que de prévoir dès maintenant des solutions qui pourront nous éviter de sombrer dans le chaos et nous permettre d'atteindre sans heurt notre objectif ?

Est-ce trop demander que de prévoir plutôt que d'improviser n'importe quoi n'importe comment dans une situation qui pourrait s'avérer difficile ?

Je sais bien, en soulevant pareilles questions, qu'on m'accusera de faire peur au monde inutilement ou encore d'élaborer des scénarios peu réalistes qu'on préfère, de toute façon, ne pas envisager.

À ceux qui seraient tentés de me faire pareil procès, je réponds tout simplement qu'il est plus rassurant pour un peuple de voir ses dirigeants envisager toutes les hypothèses et se préparer à faire face aux situations avec toute la responsabilité nécessaire que de les voir brandir des drapeaux en promettant un paradis imaginaire et forcément de courte durée.

Je réponds que le paradis, c'est l'organisation.

Je réponds qu'on a moins peur quand on est bien préparé et qu'on a même du courage quand on connaît à l'avance les enjeux.

Je réponds que l'improvisation amène le nécessaire autoritarisme alors que la préparation permet de perpétuer la démocratie même dans les circonstances les plus difficiles.

Je veux bien qu'on perde son temps dans les commissions parlementaires et qu'on ratisse la campagne pour y cueillir des votes, mais je veux aussi qu'on fasse le nécessaire pour que le passage à la souveraineté soit le plus harmonieux possible.

La souveraineté peut être heureuse ou décevante. Cela dépend beaucoup de notre façon d'y accéder.

# LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

**O**n parlait d'états généraux; nous aurons une commission parlementaire... élargie s'il vous plaît !

Pour quoi faire ? Je n'en sais trop rien.

Des individus et des groupes viendront répéter pour la centième fois, devant les commissaires, ce qu'ils nous disent déjà depuis un bon bout de temps.

S'attend-on à y voir Jean Chrétien ou ses sbires venir faire amende honorable et se prononcer pour la souveraineté du Québec ?

Verra-t-on la CSN et la FTQ faire l'apologie des mesures de guerre et souhaiter le retour de Pierre Trudeau ?

Les écolos viendront-ils prôner la coupe à blanc dans un Québec indépendant ?

Les Warriors déposeront-ils leurs armes devant une assemblée ébahie avant d'offrir à M. Bourassa un foulard pour qu'il s'en voile la face ?

Ou c'est peut-être Clyde Wells qui, pour rendre hommage au Québec, viendra lui remettre solennellement le Labrador.

Il est plus que probable que nous n'assisterons pas à tous ces virages importants et que, jour après jour, nous aurons droit au radotage plus ou moins subtil, plus ou moins étoffé, de tous les participants.

Rien de plus, rien de moins.

À la suite de quoi les commissaires écriront un long rapport dans lequel, en principe, ils tenteront de dégager les grandes lignes du «consensus».

Dans l'état actuel des choses, la conclusion ne pourra être que de deux ordres : «Le Québec doit devenir souverain» ou : «Le Québec ne doit pas devenir souverain». Le tout associé d'un certain nombre de considérations sur le «comment faire».

Dans le premier cas, M. Bourassa n'aura qu'à se tourner vers ses partisans, à les réunir en congrès et à les prier de n'en faire qu'à sa tête à lui, en oubliant les recommandations de la commission.

Dans le second cas, M. Parizeau n'aura qu'à rentrer dans ses terres, à reprendre l'action là où il l'avait laissée, et à enjoindre ses troupes de continuer le beau combat vers la souveraineté.

Nous aurons perdu quelques mois et nous n'en saurons pas davantage sur les intentions réelles du peuple québécois.

Mais, pour l'instant, nous n'avons pas le choix. La commission a déjà pris le train et il faut faire avec.

Or, si nous devons faire avec, aussi bien en profiter.

En profiter, pour les souverainistes, c'est d'abord utiliser cette tribune pour clarifier des positions, pour présenter des échéances, pour élever les enchères.

Comme les travaux de la commission occuperont beaucoup de place dans les médias, les citoyens auront forcément l'oreille plus ouverte que d'habitude.

Le temps sera donc propice à répandre davantage le message souverainiste pour s'assurer que, l'échéance venue, une bonne majorité de Québécois et de Québécoises réponde OUI à l'indépendance.

Il faut multiplier les assemblées publiques et les réunions plus restreintes. Il faut occuper toutes les tribunes dans tous les coins et recoins du Québec.

Il faut renforcer les cadres et l'organisation du Parti québécois et il faut accélérer le recrutement.

Il faut commencer tout de suite la campagne référendaire ou électorale.

On ne trouvera pas de moment plus favorable pour le faire.

Il faut aussi continuer à tenter de forcer M. Bourassa à prendre position. Le forcer dans ses derniers retranchements tout en exigeant qu'il en appelle au peuple le plus rapidement possible.

Si la commission doit être de quelque utilité, elle doit pouvoir recommander au pouvoir une stratégie qui mettra le peuple québécois dans le coup le plus rapidement possible.

Car c'est toujours de cela qu'il s'agit, et de cela seulement.

Les palabres ont assez duré.

Je ne dirai jamais assez que le report des échéances peut nous être fatal. Un accident de parcours est toujours possible et des bouleversements graves et inattendus pourraient nous plonger dans un désarroi mortel.

La commission parlementaire ? Ben oui, il faut faire avec. Mais il faut surtout agir comme si elle était déjà morte.

## ONTABEC OU QUÉTARIO ?

**U**ne nouvelle idée a fait surface cette année: une alliance entre le Québec et l'Ontario. On reviendrait à 1841, avec l'union du Haut et du Bas-Canada.

Ah la belle affaire ! Au fond, le Canada nous est de peu d'importance et nous pourrions parfaitement nous en passer si ce n'était de l'Ontario. Pensez-y bien : 30 milliards de dollars d'échanges par année !

On pourrait même inventer de toutes pièces un nom pour ce nouveau pays. Choisissez : Quétario ou Ontabec ?

Ce sont les mamours que se font David Peterson et Robert Bourassa qui inspirent de tels projets. Pour l'instant, un léger froid s'est installé entre les deux personnages, mais cela ne saurait durer.

C'est vrai que le Québec et l'Ontario ont des intérêts communs, et depuis fort longtemps. Que le Québec soit indépendant ou pas, cela ne change rien à l'affaire. Après comme avant, les échanges entre les deux partenaires continueront d'être importants et la minorité française de l'Ontario, à peu près égale en nombre à la

minorité anglaise du Québec, aura tout intérêt à ce que les rapports restent le plus étroits possible.

Mais ce genre de projet de souveraineté-association ne vaut pas plus que le précédent. Pas plus dans ce cas que dans l'autre on ne peut décider d'une association avec quiconque avant d'avoir déterminé soi-même son propre avenir. Qu'on parle d'association avec l'Ontario, je veux bien. Mais qu'on transforme cette association en projet de pays, alors là, c'est vraiment détourner l'attention des Québécois pour mieux leur faire oublier qu'ils ont une décision sérieuse à prendre, qui écarte d'emblée tout projet plus ou moins farfelu pour ne retenir que la proposition essentielle.

Au fond, on ne lance cette idée que pour mieux masquer sa peur de l'indépendance. Tout sauf l'indépendance.

Dans les mois qui viennent, toutes sortes de propositions verront le jour qui viseront à nous faire croire qu'il existe une alternative à la souveraineté du Québec. Beaucoup s'y laisseront prendre et nous perdrons un temps précieux à tenter de les écarter.

Qué-tario ou Ontabec, c'est du pareil au même : de la bouillie pour les chats.

Puisque nous en sommes là, pourquoi ne pas continuer l'exercice, pour le *fun* ?

New-Québec ou Québrunswick, c'est amusant, non ?

Alberbec ou Québerta, c'est encore mieux.  
Manitobec sonne assez joliment. Quénitoba  
ne manque pas non plus d'allure.  
Pour ma part, c'est avec la Nouvelle-Écosse  
que je construirais ce pays.  
Il s'appellerait comment ?  
Mais voyons donc, le nom est tout trouvé.  
Que diriez-vous de Québécose ?



## LE BLOC QUÉBÉCOIS

**L'**histoire nous fait parfois des clins d'œil ironiques.

On sait que le débat a toujours existé au sein du mouvement indépendantiste : Faut-il, oui ou non, envoyer des députés à Ottawa ?

Le RIN comme le Parti québécois ont toujours répondu non. Mais ils n'ont jamais réussi à convaincre tous leurs militants et certains ont décidé, à diverses occasions, de tenter l'aventure. Les résultats furent peu probants.

Et voilà que soudain, sans machination, sans stratégie et sans campagne de grande envergure, on se retrouve à Ottawa avec un «Bloc québécois» qui réunit près d'une douzaine de députés. Il ne s'agit plus de se demander si c'est une bonne ou une mauvaise chose : Il faut prendre note et agir en conséquence.

Ça veut dire quoi ?

Jusqu'à nouvel ordre, ces députés, sauf Gilles Duceppe, ne représentent qu'eux-mêmes et ils sont dirigés par un homme, Lucien Bouchard, qui ne répond qu'à ses propres volontés.

Ils se disent souverainistes et il faut les croire sur parole. Je ne crois pas qu'on doive douter de leur sincérité ou de leur honnêteté.

Mais il faut se demander ce qu'ils font à Ottawa et dans quelle mesure leur travail peut être efficace.

Il faut encore se demander ce qu'ils feront le jour où ils devront nécessairement se retirer et rapatrier leurs forces au Québec.

Je pense d'abord à Lucien Bouchard. Il a pris la tête des troupes sans coup férir et on ne semble pas la lui disputer. Bon. Mais il n'est plus d'aucun parti — le Bloc québécois n'est pas un parti — et il est difficile de connaître ses intentions.

Il parle *urbi et orbi* d'unanimité et de rassemblement mais, si je comprends bien, c'est autour de sa personne que cela devrait se faire. Il n'a jamais parlé de «se» rassembler au sein du Parti québécois; il affirme qu'il se situe au-dessus et en dehors des partis; il flirte aussi bien avec Robert Bourassa qu'avec Jacques Parizeau et peut-être plus avec le premier qu'avec le deuxième.

Il semble croire que tout le monde marche dans la même direction, la sienne, et il se présente, si je ne m'abuse, comme celui qui, éventuellement, pourrait diriger les forces vives de la nation.

Il ne le dit pas mais il en donne l'impression.

Il va même jusqu'à lancer une campagne de financement dont le seul objectif est de réunir des fonds qui lui permettront de répandre la bonne nouvelle dans tous les recoins de notre belle Catalogne.

Moi, je veux bien. Jusqu'à maintenant, il ne semble pas avoir fait de tort à la cause, bien au contraire.

Mais cela ne pourra pas durer très longtemps. Il lui faudra bien, un jour, détenir un mandat démocratique s'il veut pouvoir se présenter comme le représentant légitime de la cause qu'il défend.

Pour l'instant, il joue les francs-tireurs. Je n'ai rien contre les francs-tireurs — je suis de ceux-là.

Mais les francs-tireurs ne doivent nourrir aucune ambition. Ils ne représentent qu'eux-mêmes et ne peuvent prétendre parler au nom de quiconque. Ils ont un rôle restreint à jouer et ils doivent s'y tenir sous peine de se voir accuser de comploter dans le dos des *leaders* légitimes sans courir les risques du processus démocratique.

Certains voient déjà M. Bouchard à la place de M. Parizeau. Encore là, je veux bien, mais si telles étaient ses intentions, il lui faudrait d'abord devenir membre du Parti québécois et contester le leadership de son président actuel dans une élection normale à la direction.

Ce qui m'inquiète un peu c'est que M. Bouchard ne dit rien. Il ne parle jamais du Parti québécois et, à ma connaissance, il n'a jamais reconnu la préséance de M. Parizeau dans l'ensemble du mouvement souverainiste.

Sa façon de faire bande à part n'est rassurante pour personne et je crois qu'il devrait, dans un avenir très rapproché, accepter publiquement de jouer les bons soldats au sein du mouvement, plutôt que de se présenter comme un grand chef en réserve de la république.

Le mouvement souverainiste peut tirer grand intérêt des qualités de M. Bouchard, et son expérience ministérielle à Ottawa augmente encore sa compétence. Mais il lui faudra lever les doutes sur ses intentions réelles et accepter avec humilité, comme tout le monde, de faire ses classes au sein du mouvement.

Soyons francs : Il joue beaucoup trop les messies à mon goût et je ne crois pas plus en ce messie-là qu'en tous les autres.

Il nous faut des chefs, j'en conviens. Mais nous n'avons pas besoin des sauveurs providentiels qui se pointent à tous les tournants de notre histoire.

Cela dit, il est quand même le chef non élu du Bloc québécois et nous devons l'accepter comme tel.

Georges Matthews, dans son plus récent livre, *L'accord*, prévoyait cette situation où un certain nombre de députés fédéraux siègeraient comme souverainistes indépendants à Ottawa.

Il trouvait que l'affaire était bonne et qu'ils devraient rester à Ottawa le temps qu'il faudrait pour faire avancer les choses.

Je suis de son avis.

Bien que je pose comme préalable qu'ils soient solidaires du Parti québécois et qu'ils coordonnent leur action avec ce dernier, je crois qu'ils peuvent être plus utiles dans la capitale fédérale, pour un certain temps, que dans la mouvance souverainiste québécoise.

Ils ne sont pas nombreux mais il faut prévoir que leur nombre ne fera qu'augmenter dans les prochains mois. En effet, certains députés, surtout conservateurs, se sont déjà avancés si loin qu'on peut croire qu'ils feront bientôt le saut. Il est bon qu'ils aient un endroit où atterrir et le Bloc québécois peut les accueillir confortablement... en attendant.

Mais que feront-ils... en attendant, justement ?

D'abord, ils peuvent exercer un rôle de surveillance. En effet, ils sont à même de voir de près ce qui se passe au parlement d'Ottawa et, de plus, bénéficiant de contacts suivis avec les alliés qu'ils ont au sein même du Gouvernement, ils peuvent ainsi accumuler beaucoup d'informations.

En outre, ils peuvent surveiller les comportements de tous les parlementaires, y compris ceux de l'opposition. Ils peuvent les dénoncer si le besoin s'en fait sentir, aussi bien à la Chambre qu'en public.

Ils peuvent scruter à la loupe les projets de loi de même que les comptes publics et déterminer ainsi si le Québec reçoit sa juste part. (Oui, le Québec fait toujours partie de la Fédération canadienne; et oui, nous payons des impôts et des taxes à Ottawa; et oui, nous avons le droit d'être servis justement.)

En somme, ils occupent la place. C'est le cheval de Troie dans l'enceinte ennemie.

Ils peuvent de plus semer la pagaille. Ce rôle n'est pas bien glorieux et n'attire pas forcément les éloges mais il peut être utile. Pendant que les grandes manœuvres vont se dérouler au Québec, il ne sera pas mauvais que quelqu'un puisse semer la confusion chez l'adversaire.

Je leur prête assez d'imagination et d'habileté pour utiliser tous les trucs propres à gripper les engrenages parlementaires s'ils le jugent à propos. Ils ne sont pas nombreux ? Qu'à cela ne tienne ! on a vu ce que pouvait réussir un seul député du Manitoba déterminé à couler l'accord du lac Meech. Le jeu parlementaire, quand on le joue de mauvaise foi (n'ayons pas peur des mots, c'est de ça qu'il s'agit), recèle des trésors de détournement insoupçonnés.

Ils seront donc honnis et vilipendés mais je pense qu'ils s'y attendent.

Ils peuvent encore faire œuvre pédagogique en démontant le système de l'intérieur pour en démontrer toute l'iniquité.

Le fédéralisme canadien est pourri jusqu'à l'os et il ne fonctionne plus, à toutes fins utiles, que pour servir les intérêts de l'Ontario. Il leur sera relativement facile d'en faire la preuve.

Ils peuvent nouer des contacts avec les députés anglo-canadiens pour leur expliquer nos intentions et nos objectifs et pour leur faire comprendre que la souveraineté du Québec peut aussi servir les intérêts du Canada anglais.

Ils peuvent également jouer le même rôle auprès des visiteurs et des journalistes étrangers qui ne manqueront pas de vouloir les rencontrer pour leur demander des explications.

En somme, ils ne manqueront pas de travail. Et à la liste des tâches que je viens d'énumérer, ils peuvent en ajouter bien d'autres qui leur apparaîtront nécessaires en temps voulu.

Mais... en attendant, il est une tâche plus importante qu'ils doivent entreprendre et c'est celle de travailler à l'unité du mouvement souverainiste québécois. Cela presse. Parce qu'ils devront bientôt revenir au Québec — on les voit mal solliciter un nouveau mandat à Ottawa — et parce qu'ils devront alors s'intégrer, d'une façon ou d'une autre, à la seule formation politique

qui réponde à leurs aspirations souverainistes : le Parti québécois.

Il ne serait pas mauvais qu'ils y songent dès maintenant.

Ils pourraient aussi faire autre chose — comme de transplanter le Bloc québécois sur la scène québécoise ou de continuer à prêcher l'action en dehors et au-dessus des partis existants, ou d'appeler les libéraux et les péquistes à se joindre à une nouvelle formation qu'il leur reste à inventer — mais je crois que, ce faisant, ils commettraient une très grave erreur.

J'ai vécu, dans le passé, la division des souverainistes. J'ai tout fait, de mon côté, pour réunir nos forces au sein du Parti québécois, malgré les craintes que beaucoup d'entre nous entretenaient.

L'action efficace passe d'abord par le regroupement de toutes les forces.

Je crois que cela est plus important aujourd'hui que jamais. Et si c'est au sein du Parti québécois que j'appelle au rassemblement, c'est que je crois que ce parti, redevenu souverainiste sous la gouverne de Jacques Parizeau, représente la force majeure du mouvement et qu'il en est aussi l'organisation la plus solide.

Personne ne devrait en faire abstraction en croyant qu'on peut, sans risques, tout recommencer à zéro.

S'ils sont réalistes, les députés du Bloc québécois conviendront avec moi qu'il n'y a pas d'autre solution.

La bataille sera dure ; nous n'avons pas les moyens de disperser nos forces. Autant on peut admettre que le Bloc québécois fasse sa *job* à Ottawa... en attendant, autant il serait intolérable, le moment venu, qu'il ne se dissolve pas dans le grand tout souverainiste.

Rappelons-nous que c'est à Québec que va se livrer la bataille finale et que c'est de Québec que viendra la déclaration d'indépendance.



## LES MINORITÉS FRANÇAISES

**O**n sait que les francophones habitant les provinces anglaises du Canada appréhendent avec un certain effroi l'accession du Québec à la souveraineté. Bien que sympathiques à la cause du Québec, ils croient qu'un Québec séparé ne pourra plus faire pression sur le Canada anglais et que leur situation, déjà si fragile, ne pourra que se détériorer davantage.

Il faut donc que les souverainistes — notamment le Parti québécois — les rassurent au plus tôt en formulant à leur endroit une politique ferme qui leur permettra d'entrevoir l'avenir avec moins de tristesse.

Il faut d'abord nous rappeler et leur rappeler que le Canada anglais les a depuis toujours maltraités et cela, indépendamment de la force relative qu'avait le Québec à tel ou tel moment de notre histoire.

D'un côté, on a dit que, quand le Québec était faible, les minorités françaises en souffraient parce que le Canada anglais ne sentait aucune pression et qu'il pouvait dès lors les ignorer.

Mais on a aussi dit que lorsque le Québec était fort et qu'il menaçait même de se séparer de la Fédération canadienne, cela comportait des dangers certains pour les minorités françaises parce qu'elles pouvaient alors subir les contre-coups de la hargne des Anglais à leur endroit. Autrement dit, le Canada anglais les tenait en otages et pouvait se venger sur elles de ses mauvaises relations avec le Québec.

Évidemment ces deux thèses se contredisent mais, malheureusement, elles sont vraies toutes les deux. À vrai dire, le Canada anglais a toujours voulu assimiler ses minorités françaises et il a réussi à le faire en grande partie, tout en tenant un discours propre à les effrayer en toutes circonstances.

Ce n'est pas l'indépendance du Québec qui va faire disparaître les minorités françaises du Canada. C'est la Fédération canadienne, telle que nous l'avons connue jusqu'à aujourd'hui, qui les a assassinées.

Soyons francs : La souveraineté du Québec ne sauvera pas toutes les minorités françaises du pays. Certaines sont si minimes et si exsangues qu'elles auront toutes les peines du monde à survivre, quel que soit le statut du Québec.

D'autres — je pense surtout à celles de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick — devront encore mener des combats difficiles et parfois désespérants, mais je crois qu'elles ont suffi-

samment de santé pour résister victorieusement au racisme anglo-saxon dans lequel, hélas, elles baignent.

Le Québec souverain ne fera pas de miracles mais il pourra faire quelque chose et nous devons l'annoncer dès maintenant.

Il faut d'abord présumer que les francophones hors Québec voudront se maintenir et que, par voie de conséquence, ils feront encore appel au Québec pour les soutenir. Ne doutons pas de leur détermination.

Le Québec devra donc assumer ses responsabilités et il pourra le faire, je crois, de deux façons.

La première visera à consolider les positions des francophones hors Québec là où ils sont, en signant avec le Canada anglais des traités de réciprocité.

En effet, s'il existe des minorités françaises au Canada, il existe par ailleurs une minorité anglaise au Québec. Cette dernière, malgré ses jérémiades incessantes, connaît un sort enviable si on le compare à celui de presque toutes les minorités du monde.

Cela doit continuer. Mais le Québec souverain devra exiger d'Ottawa, et par traité, que les minorités françaises du Canada reçoivent le même traitement.

Des institutions équivalentes, des droits scolaires semblables, des moyens de communi-

cation de même nature, des services de même degré, etc.

Il ne s'agit en aucune façon de réduire les droits et privilèges de la minorité anglaise du Québec, mais de permettre aux francophones hors Québec d'en acquérir autant.

C'est alors le Canada, et non les provinces, qui devra assumer l'entière responsabilité dans ce domaine.

Le Canada devra faire en sorte que sa constitution le lui permette et il devra s'arranger pour mettre à la raison ses provinces récalcitrantes.

Cela permettra au Québec de sortir du piège dans lequel il se trouve actuellement. D'un côté, il voudrait bien aider les francophones du Manitoba, mais il ne peut pas se mêler des affaires d'une autre province sous peine de voir les autres provinces se mêler des siennes. D'un autre côté, comme il ne parle pas d'égal à égal avec Ottawa, la pression qu'il peut exercer sur le gouvernement fédéral est si faible, même dans la meilleure des conjonctures, que les résultats sont à peu près nuls.

Je le répète, il ne faut pas s'attendre à des miracles et les francophones hors Québec devront continuer de se battre d'arrache-pied pour maintenir et renforcer leurs positions. Mais la négociation d'État à État devrait donner au Québec un poids beaucoup plus considérable

en cette matière et lui permettre de jouer un rôle beaucoup plus sérieux qu'il ne le fait présentement.

De plus, il n'est pas interdit de penser qu'il serait dans l'intérêt aussi bien des Québécois que des francophones hors Québec de maintenir les relations qui existent déjà entre les deux communautés et de les augmenter, tout en multipliant les échanges entre les deux groupes.

Il se pourrait par ailleurs qu'un certain nombre de francophones hors Québec, découragés ou simplement réalistes, décident que le jeu n'en vaut pas la chandelle et qu'il ne leur reste que deux recours possibles : l'assimilation pure et simple ou l'exil.

Déjà nombreux sont ceux qui, ces dernières années, ont tiré cette conclusion. Certains se sont assimilés, d'autres se sont exilés au Québec.

Une certaine assimilation continuera sans doute et, dans ce cas, le Québec, souverain ou pas, n'y pourra pas grand-chose.

Mais l'exil vers le Québec aurait toujours dû nous émouvoir au premier chef et nous aurions dû nous préoccuper davantage de ce mouvement. Nous ne l'avons pas fait.

Je connais des familles entières qui, parties de Saskatoon ou de Winnipeg, sont venues refaire leur vie au Québec. Elles ont connu des difficultés innombrables et nous n'avons pas levé le petit doigt pour les aider. Malgré tout, elles ont survécu et se sont intégrées.

Le Québec souverain devra donc, en établissant ses politiques d'immigration, faire des francophones hors Québec qui voudraient venir s'établir chez nous des immigrants privilégiés.

Facilement intégrables et résolument déterminés à rester français, ces «immigrants» seront un apport précieux dans le maintien de nos positions.

Avec eux, il faut le reconnaître, nous gagnons sur tous les tableaux.

C'est pourquoi nous devons leur accorder des avantages qui leur permettront de se joindre à nous dans les meilleures conditions possibles : payer leurs frais de transport et d'installation ; leur accorder des frais de subsistance pour une période donnée ; leur faciliter par tous les moyens la recherche d'emplois et en faire des citoyens québécois, avec tous les droits et devoirs que cela comporte, le jour même de leur arrivée.

Ce n'est pas une politique qui vise à vider les minorités françaises de leurs forces vives, mais bien plutôt à sauver ceux et celles qui n'entretiendraient plus l'espoir de rester français dans leur coin de pays, tout en permettant au Québec de consolider la position de sa majorité française.

Arriveront-ils au Québec par milliers ? J'en doute fort. L'exil est aussi douloureux pour eux que pour les autres. Je crois toutefois que, s'il en est déjà venu un bon nombre dans les difficultés

que l'on sait, il pourra sans doute en venir bien davantage si le Québec sait leur accorder la première place.

Le temps presse. Il faut que les souverainistes parlent aux francophones hors Québec tout de suite et qu'ils leur disent sans détour les politiques qu'ils entendent suivre à leur égard.

Peut-être alors seront-ils moins inquiets de leur avenir et peut-être même nous appuieront-ils dans notre entreprise.



## LES ANGLAIS DU QUÉBEC

« Nos Anglais » sont là pour rester. Il en partira peut-être encore quelques milliers mais la majorité, je crois, demeurera au Québec, quelles que soient les décisions que nous prendrons dans les mois et les années à venir.

Si la situation continue d'évoluer dans le bon sens, c'est-à-dire vers la souveraineté, ils devront se faire une raison et se donner, eux aussi, une identité québécoise. Au fond, nous ne leur demandons rien d'autre que ce que nous exigeons de nous-mêmes : En effet, ce n'est que tout récemment, et après plus de 400 ans d'histoire, que les francophones du Québec ont accepté, en majorité, de se définir comme québécois.

Il est normal que les anglophones prennent un peu plus de temps pour y arriver car l'entreprise est difficile et exige une décision douloureuse : celle d'abandonner leur appartenance à la majorité canadienne et à l'immense anglophonie nord-américaine pour accepter le statut de minorité dans un Québec majoritairement français.

Bon nombre d'entre eux ont déjà fait le pas mais beaucoup ne s'y résignent pas encore.

Ils hésiteraient peut-être moins si nous prenions envers eux de véritables engagements. Or, il me semble que les souverainistes, malgré leur ouverture d'esprit en cette matière, ne se soient pas jusqu'à maintenant assez préoccupés de cette question.

Le Parti québécois devrait donc adopter une déclaration solennelle affirmant la nette volonté du Québec de reconnaître l'existence historique de la minorité anglaise, de la confirmer dans ses droits, de lui garantir ses institutions, sa langue et sa liberté d'expression.

Il ne s'agit pas de leur promettre un Québec bilingue. Bien au contraire, nous savons et ils savent que le Québec souverain sera plus français qu'il ne l'est maintenant. Mais il s'agit de leur garantir que, une fois que les droits de la majorité française seront intégralement respectés, il leur restera un espace, restreint certes mais réel, où ils pourront vivre et s'épanouir dans leur langue et dans leur culture propres.

J'ai déjà dit que je trouvais mesquin de leur imposer le bilinguisme dans leurs institutions. Je le répète encore une fois : Ou bien nous les acceptons ou bien nous les rejetons. Si nous les acceptons, nous devons le faire jusqu'au bout et cesser d'exiger que le Dawson College soit aussi le Collège Dawson et que le Montreal General

Hospital soit aussi l'Hôpital général de Montréal. On peut bien les prier de faire les efforts nécessaires pour servir en français leur clientèle francophone à l'intérieur de leurs institutions, mais ils doivent avoir le droit de préserver ces dernières dans leur statut d'institutions de langue anglaise.

Une majorité sûre d'elle-même et jouissant de tous les pouvoirs d'un pays souverain peut parfaitement se permettre, sans aucun danger, d'être généreuse envers sa minorité historique.

Agir autrement me semblerait inacceptable sur tous les plans.

C'est pourquoi je demande au Parti québécois d'inscrire dès maintenant à son programme cette déclaration solennelle qui reconnaîtra une fois pour toutes les droits de la minorité anglophone dans un Québec indépendant.

Je ne crois pas que ce geste les fera courir pour s'inscrire au Parti, mais je crois qu'il sera propre à les rassurer et qu'il les aidera à prendre la décision de se donner une identité québécoise et à trouver en eux-mêmes la volonté de construire avec nous un Québec démocratique et généreux.



## L'ÉTÉ INDIEN

**E**n 1990, l'été indien a été plus chaud que d'habitude. Mais il a laissé un grand froid entre les premières nations et les Blancs.

Il faut maintenant, de toute urgence, réparer les pots cassés.

Cassés par qui ? Par tout le monde. Si les Blancs se sont culpabilisés jusqu'à l'aveuglement, les Amérindiens, pour leur part, se sont déculpabilisés à bon compte en rejetant tous les blâmes sur leurs envahisseurs.

Dans un cas comme dans l'autre, nous avons tous perdu le sens des réalités. Mais il faudra bien le retrouver si nous voulons, un jour, régler la question une fois pour toutes.

Il faudra du temps pour régler les problèmes sérieux qui découlent de la crise. Le fossé s'est creusé de façon dramatique entre Blancs et Amérindiens et, au-delà de la responsabilité de chacune des deux parties dans ce honteux affrontement, il faudra panser les plaies et retrouver le sens commun qui nous permettra de continuer à vivre ensemble. Ce ne sera pas facile et il faudra y mettre non seulement de la volonté et

de la générosité mais parfois même du courage. Toutefois, à moins que tout dégénère encore une fois, le temps fera son œuvre et nous avons toutes les raisons d'espérer.

Mais justement, pour que les choses ne dégénèrent pas encore une fois, c'est maintenant, et sans attendre que la guérison soit enfin venue, que nous devons nous attaquer au fond des choses.

Or, malgré la crise, les sondages nous apprennent que les Québécois et les Québécoises sont toujours, dans leur grande majorité, sympathiques aux revendications des Amérindiens. Par contre, la plupart de ceux-ci ne nourrissent pas de haine viscérale à notre endroit et sont plutôt enclins à chercher des accommodements pacifiques avec nous.

Tous s'entendent pour dire que le Québec a mieux traité les premiers occupants du territoire que ne l'a fait le reste du Canada dans ses provinces. Cela est bon mais cela n'est pas suffisant. Il va falloir maintenant dépasser la générosité pour entrer dans un processus de raison et de justice.

La générosité, tout comme la charité, n'est jamais suffisante. Elle est oublieuse et a tendance à entretenir l'injustice dont elle se nourrit. Il faut atteindre à la justice qui, elle, cherche à ne rien laisser au hasard et ne compte pas sur les gestes individuels — si bien intentionnés

soient-ils — pour rendre plus acceptable le sort des individus et des sociétés.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'être plus ou moins généreux envers nos «Indiens» — ils en ont marre de notre charité —, il nous faut être justes.

Par où commencer ?

Eh bien! dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, il faut commencer par se débarrasser du gouvernement fédéral. Si le Québec avait été souverain pendant la crise de 1990, il aurait pu régler la question beaucoup plus rapidement tout en limitant au minimum les dégâts. Non pas parce que nous sommes meilleurs que les autres, non pas parce que nous trouvons toujours des solutions là où les autres ne découvrent que des embûches, mais tout simplement parce qu'il est plus facile à un seul gouvernement de déterminer ses objectifs et de négocier avec qui que ce soit des projets de solution.

Pour l'instant, le fédéral est toujours dans le portrait et nous n'avons toujours pas les pouvoirs qui nous permettraient d'entreprendre une négociation globale avec les Amérindiens pour enfin arriver à une solution globale.

Les Amérindiens «appartiennent» à Ottawa et c'est toujours Ottawa qui décide en dernier ressort.

C'est pourquoi je dis que dans ce cas comme dans les autres nous devons faire comme

si... comme si le Québec était déjà souverain.

M. Bourassa ne peut pas le faire et il ne veut pas le faire.

C'est donc encore au Parti québécois que revient la tâche de définir la politique d'un Québec souverain en cette matière, d'entamer immédiatement les discussions avec les Amérindiens et, si possible, d'arriver à une entente qui pourrait entrer en vigueur le jour même de la proclamation de l'indépendance.

Le Parti québécois, qui ne forme pas le Gouvernement, ne peut évidemment pas offrir de garanties formelles, mais il peut, de cette façon, démontrer aux Amérindiens qu'ils font partie intégrante du projet québécois et qu'ils peuvent s'y associer en partenaires libres et égaux.

Nous leur avons beaucoup reproché jusqu'à maintenant de ne pas s'entendre entre eux et de ne pas savoir ce qu'ils veulent. Cela est peut-être vrai jusqu'à un certain point, mais on peut tout de suite ajouter qu'il en va de même chez nous. La démarche que je propose pourrait sans doute les inciter à entreprendre de leur côté une démarche semblable qui leur permettrait de mieux définir leurs objectifs et de mieux cerner la réalité, comme nous tentons de le faire nous-mêmes.

Je reviens à cette notion de réalité qui, depuis toujours semble-t-il, échappe aux deux parties.

Du côté des Blancs, nous percevons trop souvent la vie des Indiens dans leurs réserves comme étant plutôt idyllique, paresseuse et parasite. Certains ne payant pas d'impôts, nous croyons qu'aucun n'en paie. Nous croyons aussi qu'ils reçoivent de nombreuses subventions, mais qu'un bon nombre vivent d'assistance sociale et se saoulent la gueule à longueur de journée, qu'ils n'acceptent que les lois qui leur profitent et refusent celles qui ne font pas leur affaire. Au fond, nous ne voyons pas de raisons à leurs récriminations perpétuelles.

La réalité est tout autre.

ILS NE SONT PAS HEUREUX PARCE QU'ILS NE SONT PAS LIBRES. C'est aussi simple que cela. C'est vrai qu'ils sont dépendants de nous, mais c'est justement ce qu'ils ne peuvent plus tolérer. C'est vrai que certains ne paient pas d'impôts ou de taxes, mais ils veulent pouvoir en payer à leurs propres institutions pour se doter eux-mêmes des services qui leur sont nécessaires. C'est vrai qu'ils nous coûtent cher, mais c'est parce qu'ils n'ont pas les moyens, sur leurs territoires exigus, de développer des structures et des activités économiques qui leur permettraient de se passer de nous.

Voilà la réalité en 1990. Il suffit de s'ouvrir les yeux pour la voir. ILS VEULENT ÊTRE LIBRES, INDÉPENDANTS ET SOUVERAINS. Ça vous fait penser à quelque chose ?

Ils ont aussi, de leur côté, oublié le sens des réalités, surtout en évoquant sans cesse des droits ancestraux qui les plongent dans une autre époque et qui nient l'histoire contemporaine.

Ils oublient trop souvent qu'il s'est passé des choses depuis 300 ans et qu'il y a maintenant, en Amérique du Nord, 250 000 000 de non-Amérindiens et qu'ils sont là pour rester.

Certains Amérindiens sont comme certains écolos, vous savez ceux pour qui l'écologie consiste à défendre tous les animaux et toutes les plantes de la Terre à l'exclusion des humains, comme si ceux-ci ne faisaient pas partie du système. Les prophètes des premiers occupants font de même, qui sont prêts à défendre tous leurs frères et toutes leurs sœurs de sang, à l'exclusion de toutes les autres populations.

Cela ne tient pas compte de la réalité.

Au Québec, la réalité est la suivante : Il y a, dans ce territoire, 58 000 Amérindiens et 6 800 000 «immigrants». Personne n'est là depuis 10 000 ans. Nous sommes tous là depuis 20, 40, 60 ou tout au plus 100 ans. Et ce ne sont pas nos ancêtres qui ont à vivre ensemble, mais nous, les vivants.

Quelle que soit la façon dont les territoires furent conquis, les fils des conquérants n'accepteront pas d'être jetés à la mer et il faudra vivre avec eux, bon gré mal gré.

La réalité, c'est que les Amérindiens forment 1/117 de la population québécoise et que, s'ils ont des droits inaliénables, la majorité pense avoir droit elle aussi à quelques territoires.

La réalité, c'est aussi que leurs traditions, si belles soient-elles, ne sont pas meilleures que les nôtres et que, à l'occasion, elles peuvent devenir singulièrement encombrantes.

Par exemple, il était dans notre tradition de «tuer les sauvages». Faudrait-il aujourd'hui, au nom de la tradition, continuer de le faire ?

Respecter la tradition, ce n'est pas l'enchâsser dans le folklore mais la rendre vivante en l'adaptant à sa vie propre plutôt qu'à celle de ses ancêtres.

La chasse et la pêche ? Pour la très grande majorité des Amérindiens, ce n'est pas la réalité. C'est un loisir, pour la plupart, comme ce l'est chez les Blancs.

Subsistance? Mon œil ! Un petit nombre d'Indiens vivent toujours de chasse et de pêche mais un petit nombre de Blancs en vivent aussi. Les autres se bourrent de *fast-food*, tout comme nous. Et ce n'est pas l'extension des territoires indiens qui changera quelque chose à ces habitudes. Pêchent-ils au harpon et chassent-ils à l'arc comme le faisaient leurs ancêtres avant que nous arrivions ? Répugnent-ils à se promener en motoneige, cet engin si éloigné de leurs traditions ancestrales ? Dédaignent-ils plus que nous l'avion ou le gros char ?

La réalité, c'est que la vie a changé pour les Amérindiens comme pour nous et qu'il faut savoir le constater sous peine de sombrer dans le ridicule en essayant de refaire le monde à partir de ce qui n'existe pas.

La réalité, c'est que l'électricité de la baie James nous chauffe et nous éclaire tous, Blancs comme Indiens, et que si quelqu'un décide de faire sauter les lignes, les Indiens tout comme les Blancs se retrouveront dans le noir et personne ne pourra réclamer la lumière des ancêtres.

Les chefs spirituels ? Ni meilleurs ni pires que les nôtres. Ni plus ni moins fiables, ni plus ni moins infailibles, ni plus ni moins superstitieux.

La protection de la faune et de la flore ? C'est une invention toute récente, aussi bien pour les Indiens que pour les Blancs. C'est pure démagogie que de prétendre que les Indiens respectaient et respectent encore la nature. C'est que, il y a 1 000 ans, on n'avait pas vraiment besoin de la protéger puisqu'on n'était pas assez nombreux et assez équipés pour la détruire. Elle avait toujours le dessus, même quand on pratiquait la politique de la terre brûlée.

Le consensus ? C'est une belle affaire dans un village, en temps de paix. Ça ne marche pas dans une société nombreuse et complexe, et surtout pas en situation de conflit.

Toutes les coutumes et toutes les traditions

ne sont pas de même valeur et certaines doivent être vigoureusement critiquées, à quelque nation qu'elles appartiennent.

Je veux bien qu'on négocie à la façon indienne traditionnelle et qu'on retourne chez soi avant le coucher du soleil ou avant l'heure de pointe sur l'autoroute, mais les Blancs ont aussi une façon de négocier qui a parfois démontré quelque efficacité. De deux maux, il faut choisir le moindre.

Revenir à la notion de réalité, c'est refaire le monde à partir de 1990.

Je pense que, depuis 300 ans, nous nous sommes enfargés dans les chinoiseries et dans un dédale juridique dont nous risquons de ne jamais sortir si nous continuons dans cette direction.

Il faut sortir la cause amérindienne des cours de justice des Blancs et commencer la négociation sur une tout autre base.

Il me semble parfaitement inutile de chercher à savoir si le roi de France a donné tel ou tel bout de terrain aux sulpiciens ou aux Mohawks, ou de découvrir dans les archives quelque bout de papier sur lequel on trouve la preuve que les Amérindiens occupaient New York avant les Hollandais.

Je ne dis pas qu'il n'est pas intéressant de fouiller dans les archives, je dis que ça ne fait pas avancer les choses ou alors qu'elles avancent si lentement que nous serons tous morts avant que le moindre petit problème ne soit réglé.

Les Acadiens doivent-ils reprendre tout le territoire de la Nouvelle-Écosse parce qu'ils y étaient avant les conquérants anglais ?

En principe, peut-être, MAIS CELA NE TIENT PAS COMPTE DE LA RÉALITÉ.

Je ne dis pas qu'il faut tout recommencer à zéro, mais je dis qu'il faut recommencer là où nous sommes rendus en tenant compte des besoins, des possibilités et des contraintes d'aujourd'hui.

«TRAITEZ-LES EN FACTIEUX ET ILS AGIRONT EN FACTIEUX. TRAITEZ-LES EN NATIONS ET ILS AGIRONT EN NATIONS.»

C'est Lord Durham qui disait cela à propos des Canadiens français, il y a plus de 150 ans.

L'enseignement devrait avoir porté.

L'Assemblée nationale du Québec, en 1985, a déjà reconnu comme distinctes les 10 nations amérindiennes habitant le territoire québécois.

Cela, c'est la réalité. Toute négociation doit partir de là et il doit être clair pour tous qu'il ne sera souffert aucune dérogation à ce principe.

Oublions le fédéral qui refuse d'en faire autant et discutons avec nos Amérindiens à nous en souhaitant que les résultats ainsi obtenus soient à la satisfaction de toutes les parties et servent d'exemple et d'inspiration au reste du continent.

Comme corollaire au premier principe, il faut nécessairement ajouter que les 10 nations

ont droit à l'autodétermination, comme n'importe quelle nation du monde, et qu'elles ont droit d'exercer leur souveraineté sur des territoires leur appartenant.

Et c'est là que la négociation commence. Pas à partir de ce qui existait il y a 1 000 ans mais à partir de ce qui existe aujourd'hui.

Question : Les Amérindiens veulent-ils former 10 pays distincts et indépendants à l'intérieur du territoire québécois, 10 pays qui auraient une moyenne de 6 000 habitants chacun? Les Blancs accepteraient-ils pareil projet? Pareil projet, si on y tient, est-il viable? Sinon, de quel degré d'autonomie ces territoires devraient-ils jouir? Serait-il possible et souhaitable de joindre les 10 nations en une fédération à laquelle on déléguerait un certain nombre de pouvoirs et qui constituerait le gouvernement amérindien suprême?

Question : De quels territoires parlons-nous? Des territoires «ancestraux» — qui comprennent plus de 85 % du sol québécois — ou des territoires qui, aujourd'hui, pourraient permettre à 58 000 personnes de vivre et de se développer normalement au XXI<sup>e</sup> siècle?

La question n'est pas oiseuse. Si nous restons dans l'imaginaire historique, la négociation est terminée avant même d'avoir commencé. Mais si nous revenons à la notion de réalité, tous les accommodements sont possibles.

**Questions : Doit-on établir des frontières et des postes de douane aux limites de nos territoires respectifs ou devons-nous tout de suite signer des traités de libre-échange ? Tous les territoires amérindiens des trois Amériques ne forment-ils pas qu'un seul territoire ignorant des frontières «blanches» des différents pays formés par les Blancs ? Comment s'en accommoder ?**

**Question : Quels sont les ententes ou les traités que nous pourrions signer entre nous ?**

**Question : Qui négocie pour qui et avec quel mandat ?**

**Question : Quelles peuvent être les bases d'un véritable contrat sociopolitique entre les Amérindiens et les Blancs ?**

**Question : Sommes-nous prêts à vivre en paix et amicalement les uns à côté des autres et à quelles conditions ?**

**Question : Sommes-nous prêts à négocier de nation à nation ?**

À cette dernière question, la réponse est déjà connue. Comme on l'a vu plus haut, l'Assemblée nationale du Québec, en reconnaissant les 10 nations amérindiennes du Québec, en 1985, l'a confirmé formellement.

Ajoutons à cette liste toutes les questions qu'on voudra et qu'on trouvera pertinentes. Et tentons de leur trouver des réponses en discutant d'égal à égal.

Il ne suffit pas de constater la réalité. Il faut savoir aussi qu'elle a des exigences. Dans le cas qui nous occupe, elle se fait pressante et elle exige que nous fassions diligence pour régler ce problème au plus sacrant.

Les Blancs n'ont pas plus besoin d'une guérilla indienne que les Amérindiens n'ont besoin d'un pouvoir blanc qu'ils exècrent et qui les empêche de se prendre en main.

Mais nous avons terriblement besoin de respect mutuel.

Il faut l'affirmer franchement et vigoureusement : Le Québec souverain est prêt à négocier dès maintenant, et de nation à nation, avec les 10 nations amérindiennes qui vivent en territoire québécois, dans le but de les faire accéder à l'autonomie selon la forme qu'elles privilégieront.

*Post-scriptum 1* : On aura remarqué que je n'ai pas employé le mot *autochtone* pour parler des Amérindiens. C'est que j'ai toujours cru qu'il s'agissait d'une confusion dans le vocabulaire et que ces derniers ne sont pas plus autochtones que moi.

«Autochtone : originaire par voie ancestrale du pays qu'il habite.» (Cf. Larousse)

*Post-scriptum 2* : Quand donc les gouvernements se décideront-ils à mettre hors la loi le Ku Klux Klan et tous les autres mouvements racistes blancs qui s'acharnent à corrompre les esprits et à tuer la civilisation fragile que nous avons réussi à construire ?

# LA MAJORITÉ

**L**es Québécois d'expression française forment plus de 82 % de la population québécoise. Ce pourcentage devrait encore augmenter dans les années à venir.

Or, après avoir affirmé la nécessité de protéger les droits des minorités et la volonté que nous avons de rétablir dans leur statut de nations souveraines les Amérindiens du Québec, il faut aussi affirmer sans détour les droits de la majorité française du Québec.

Dans nos sociétés pluralistes, on a tendance trop souvent à oublier qu'il existe aussi des majorités et que ces majorités ont aussi le droit d'exister sans toujours subir ce que j'appelle la dictature des minorités.

Si la minorité homosexuelle a des droits, ils ne doivent pas s'exercer au détriment des droits de la majorité hétérosexuelle.

Si la minorité anglaise a des droits, ils ne doivent pas s'exercer au détriment des droits de la majorité française.

Si les criminels ont des droits...

Si les Noirs ont des droits...

Si les chômeurs ont des droits...

Si les drogués ont des droits...

Si les musulmans ont des droits...

Si les immigrants et les réfugiés ont des droits...

Si les cyclistes ont des droits...

Qu'on me comprenne bien : Je ne veux en aucune façon réduire les droits des minorités ; je veux tout simplement qu'on se souvienne que les majorités existent, elles aussi, et qu'on doit de temps en temps en tenir compte.

Si la liberté de l'un s'arrête là où commence la liberté de l'autre, de même les droits des minorités s'arrêtent là où ils empiètent sur les droits des majorités.

C'est par pure démagogie qu'on s'amuse à faire croire aux gens, au nom du pluralisme, que les majorités doivent se soumettre à tous les caprices des minorités.

C'est pure démagogie que de faire croire aux Québécois d'origine grecque que leur langue devrait avoir le même statut que le français.

Tout comme il est éminemment démagogique de tenter de faire croire que les majorités ont nécessairement tous les torts, qu'elles pratiquent un racisme virulent, qu'elles écrasent volontairement leurs minorités pour mieux asseoir leur pouvoir.

Cela est, hélas ! trop souvent vrai, mais c'est loin d'être vrai dans tous les cas et je voudrais qu'on commence à faire les distinctions qui s'imposent.

La majorité française du Québec a ses torts et il ne faut pas hésiter à la critiquer lorsque c'est nécessaire. Mais elle n'a pas que des vices et je voudrais que de temps en temps on fasse état de sa générosité et de sa tolérance proverbiales.

Autrement dit, je voudrais que, au-delà des vociférations largement amplifiées par les médias des minorités de tous acabits, on entende parfois la voix des majorités culpabilisées qui n'osent plus s'afficher en public.

Oui, je crains le pouvoir des majorités car elles sont parfois tentées d'écraser plutôt que de comprendre. Mais je crains tout autant la dictature des minorités qui, elles, voudraient en revenir au pouvoir du petit nombre sur le grand nombre.

Je n'insiste pas plus.

Je veux seulement rappeler en passant que le respect des droits des minorités n'advient que là où les majorités se respectent elles-mêmes.



## RÉFÉRENDUM OU ÉLECTION ?

**Q**uand on aura tout dit, quand tous les arguments auront été présentés, quand chacun aura fait valoir ses caprices ou ses lubies constitutionnelles, quand on aura assez perdu de temps, il faudra bien en arriver à se tourner vers le bon peuple pour lui demander son avis.

Cela devrait évidemment se faire le plus tôt possible mais, hélas ! j'ai bien peur que M. Bourassa voudra se traîner les pieds encore une fois et remettre à la fin de son mandat, dans trois ou quatre ans, la consultation populaire.

Si cela devait arriver, et j'espère me tromper, il se pourrait que le rendez-vous historique soit encore manqué.

C'est pourquoi il faut faire en sorte que l'opinion publique force le premier ministre du Québec à décréter le plus tôt possible — dans 12 ou 18 mois au maximum ; pourquoi pas le 20 mai? — la tenue d'un référendum ou d'une élection.

M. Bourassa ne le décidera pas, à moins qu'il subisse des pressions vigoureuses et constantes venant de tous les quartiers, de tous les groupes organisés, de toutes les tendances et de

toutes les forces vives de la nation, notamment de l'opposition officielle, représentée par le Parti québécois.

Il ne sera pas facile de le faire plier, mais il faut tenter par tous les moyens d'y arriver.

En effet, je crois que la très grande majorité des Québécois est maintenant prête à donner son avis sur la question, à condition qu'on le lui demande clairement.

Mon premier choix va au référendum plutôt qu'à l'élection, et cela pour des raisons évidentes, la première et la plus importante étant que le référendum permet au peuple de se prononcer sur une seule option, indépendamment des personnes, des partis, des programmes électoraux ou des aléas souvent peu reluisants des campagnes électorales.

Si le peuple québécois choisit, par voie de référendum, la souveraineté du Québec, il ordonne ainsi à tous les partis de s'y rallier et de s'engager à la proclamer. Dans le cas contraire, comme ce fut le cas en 1980, il interdit à tous les partis de s'engager dans cette voie, bien qu'il ne leur interdise pas de continuer à en faire la promotion.

Le référendum ne permet pas d'éviter toutes les confusions dans l'esprit des citoyens — ainsi, certains voudront voter pour la souveraineté à condition que ce soit M. Bourassa qui la proclame ; d'autres n'en voudraient qu'avec

M. Parizeau et d'autres encore aimeraient bien se retrouver dans un Québec indépendant qui se serait débarrassé de tous ses dirigeants actuels —, mais il permet de les réduire au minimum puisque, dans l'isoloir et devant sa conscience, on n'est plus en présence que d'une seule question, à laquelle la réponse ne peut être que catégorique.

C'est OUI ou c'est NON. On ne peut dire peut-être qu'en s'abstenant.

Le référendum a aussi l'avantage sur les élections de ne pas permettre les interprétations contradictoires selon les intérêts de chacun. (À condition que la question soit bien posée, évidemment.)

En élisant le Parti québécois, on peut toujours dire que des électeurs ou des électrices n'ont pas vraiment voulu voter pour la souveraineté mais qu'ils voulaient plutôt montrer leur mécontentement face au gouvernement Bourassa. En élisant le Parti libéral, on peut toujours dire que, tout en étant souverainiste de cœur, on redoute de voir un Québec souverain dirigé par M. Parizeau. Et ainsi de suite. On peut faire toutes les interprétations qu'on veut et cela ne sert le plus souvent qu'à donner des armes redoutables aux plus farouches adversaires du Québec.

De plus, il est très rare que, dans les pays occidentaux, il soit possible pour un parti

d'obtenir plus de 50 % des voix. Les adversaires ont alors le beau jeu en affirmant que seule une minorité a choisi le gouvernement et que, dès lors, celui-ci ne représente pas un choix clair du peuple envers telle ou telle option.

Cela n'est jamais le cas quand il s'agit d'un référendum. Il est à peu près complètement exclu que les deux camps se retrouvent nez à nez, avec le même nombre de voix.

Une majorité, si réduite soit-elle, se dégage inévitablement à la suite d'un pareil exercice.

Évidemment, les perdants vont gueuler si la majorité est mince. Ils vont prétendre qu'il aurait fallu 60 % des voix pour gagner, ou les 2/3, ou 80 %, ou n'importe quoi. Ils n'en auront pas moins perdu et les autres auront gagné selon les règles établies.

Nul ne pourra nier la victoire d'un camp sur l'autre et il faudra se soumettre à la décision de la majorité.

Le référendum permet également de poser une question claire, ce qui est loin d'être le cas dans une élection.

À condition de le vouloir, évidemment. Et ce n'est pas toujours le cas, comme on l'a vu en 1980. M. Bourassa pourrait être tenté de renouveler l'expérience en offrant le choix entre plusieurs options ou simplement en offrant le choix entre deux projets dont l'un serait carrément souverainiste et l'autre «plus ou moins souverainiste».

C'est un piège dans lequel il ne faut pas tomber et aussi bien le Parti québécois que les citoyens en général devraient, dans ce cas, boycotter le référendum.

Mais le référendum, quand on est de bonne foi, permet de poser la question clairement alors que, dans une élection, toutes sortes d'autres éléments y sont rattachés.

Dans la situation actuelle, ce que tout le monde veut savoir c'est si OUI ou NON le peuple québécois veut d'un Québec souverain. Trêve de stratégies, de tactiques et de tournage autour du pot! Le temps est venu de nous brancher et c'est le référendum qui nous permet de le mieux faire.

Je répète donc qu'il faut tenir un référendum au plus tôt et qu'il faut remettre immédiatement au peuple québécois son pouvoir de décision en cette affaire.

Trêve aussi d'états généraux et de constituante et de palabres à n'en plus finir.

C'est assez d'une commission parlementaire. Je ne vois pas ce que pourraient nous apporter de plus des états généraux. Quant à la rédaction d'une constitution québécoise, il sera toujours temps d'y procéder une fois que la population se sera prononcée, quitte à la lui faire adopter par la suite.

Pourquoi perdre son temps à rédiger la constitution d'un Québec souverain si le peuple

---

décide qu'il veut rester dans la Fédération canadienne ? (Ce qui n'empêche pas que des personnes puissent travailler au projet.)

Commençons par savoir ce que nous voulons. Il sera toujours temps ensuite de mettre un contenant autour du contenu.

M. Bourassa nous parle du cadre beaucoup plus que du tableau, mais c'est le tableau qui compte avant tout.

Je n'ai absolument aucun pouvoir sur M. Bourassa et, comme je le disais plut tôt, il sera bien difficile de l'amener rapidement vers un référendum. Il faut quand même le presser vigoureusement dans ce sens.

Mais si l'entreprise devait échouer, il faudrait se rabattre sur l'élection et, dans ce cas comme dans l'autre, il faudrait réclamer qu'elle ait lieu le plus tôt possible.

Même M. Bourassa devrait en être convaincu, malgré sa propension à piétiner, puisqu'il sait très bien que, s'il prolonge indûment l'incertitude face à l'avenir du Québec, il risque de malmenager sa chère «sécurité économique».

L'élection n'a pas les vertus du référendum dans la question qui nous occupe aujourd'hui, comme nous l'avons vu plus haut. Mais, s'il n'y a pas de référendum, il faudra bien s'y résigner.

Dans ce cas, il faudra que le Parti québécois soit d'une clarté et d'une fermeté absolues en affirmant *urbi et orbi* que, s'il gagne l'élection,

il comprendra que le nouveau gouvernement du Québec a reçu le mandat de proclamer la souveraineté du Québec, à la suite de négociations avec Ottawa si possible, ou unilatéralement le cas échéant.

Il devra faire fi de tous ceux qui voudraient nier la légitimité de l'entreprise.

Nous sommes toujours en régime parlementaire et le parti qui prend le pouvoir a non seulement le droit mais le devoir de faire ce pour quoi il a été élu.

Nous ne devons faire aucune concession sur l'objectif. Nous devons éviter de nous faire croire que libéraux et péquistes proposent, après tout, sensiblement la même chose et que voter pour les uns ou pour les autres ne changera rien à l'affaire.

Il ne s'agit pas de savoir si on est nationaliste ou pas. Il s'agit de savoir si on est souverainiste ou pas.

Aux jeunes de son parti qui proposent une sorte de souveraineté-association accommodée au goût du jour, M. Bourassa vient de servir le «Je vous ai compris» du général de Gaulle aux Français d'Algérie.

En effet, il les a parfaitement compris. Il les trouve positifs, réalistes, intéressants.

Mais je vous jure qu'il n'en fera qu'à sa tête.

Référendum ou élection, cela ne change pas le fait qu'il y aura deux camps en présence et

qu'il faut à tout prix éviter de croire et de faire croire que tout le monde, ensemble, s'en va allègrement à Québec, bras dessus, bras dessous, en chantant le long de la 20.

Il y a beaucoup de monde sur la 40 et je doute fort que la jonction puisse se faire sur le pont de Trois-Rivières.

Je me résume : un référendum au plus sacrant, avec une question claire; sinon, une élection au plus sacrant et qu'on remette enfin au peuple québécois le choix de son avenir.

## LA QUESTION

**Q**ui dit référendum dit QUESTION.

On sait à quel point la question de M. Lévesque, en 1980, a suscité la controverse. Précédée d'un long préambule explicatif, elle évitait de demander directement au peuple ce qu'il désirait. Elle ne visait, en somme, qu'à conforter M. Lévesque en faisant approuver par les citoyens sa démarche stratégique.

Elle était longue et compliquée. On devait s'apercevoir plus tard qu'elle comportait un vice majeur qui la rendait proprement fallacieuse.

En effet, si on y répondait NON, cette réponse était interprétée comme un refus de l'indépendance du Québec. Par contre, si on y répondait OUI, on ne se prononçait pas véritablement en faveur de l'indépendance du Québec; tout au plus approuvait-on un processus de négociation dont l'objectif était loin d'être clair.

Non seulement ce genre de question est-il propre à semer la confusion dans tous les esprits mais, de plus, il permet à tous d'interpréter la réponse à leur façon et selon leurs intérêts particuliers.

C'est évidemment ce qui n'aurait pas manqué de se passer si le OUI avait obtenu la majorité des suffrages.

Il est, bien sûr, tentant, pour des dirigeants qui n'arrivent pas à se brancher, de jouer sur tous les tableaux à la fois et de se faire accorder des mandats équivoques qui leur permettront de tergiverser le plus longtemps possible tout en jurant leurs grands dieux qu'ils ne font que servir la démocratie.

Mais, quand ils s'agit de l'avenir d'un peuple et qu'on lui demande de faire un choix difficile aux conséquences extrêmement sérieuses, on ne peut pas se contenter de rester dans le flou et l'approximatif. Il faut une réponse claire à une question claire, de sorte qu'on ne puisse pas en multiplier les interprétations.

Je sais bien que, dans les mois qui viennent, on réunira toutes sortes de comités auxquels on aura confié la tâche de rédiger une question. Je parie par ailleurs que la plupart de ces questions seront tarabiscotées et confuses et qu'elles éviteront de proposer au peuple québécois un véritable choix. Comme en 1980, on essaiera de construire une question à laquelle on ne pourra, en principe, que répondre OUI, mais à laquelle, en pratique, on préférera répondre NON.

C'est pourquoi, avant que toutes ces questions n'apparaissent, j'ai décidé de proposer la mienne qui, je le crois, ne laisse place à aucune

ambiguïté. Elle est claire et précise et, à la réponse, il n'y a qu'une interprétation possible.

Je n'ai pas le mérite de l'avoir inventée. Elle ressemble de très près à celle qu'a posée le général de Gaulle aux Algériens lors du référendum sur l'indépendance au début des années soixante.

Elle comporte deux volets.

La voici :

1

VOULEZ-VOUS QUE LE QUÉBEC DEVIENNE  
UN PAYS SOUVERAIN?

2

VOULEZ-VOUS QUE LE QUÉBEC SOUVERAIN SOIT,  
DANS LA MESURE DU POSSIBLE,  
ASSOCIÉ ÉCONOMIQUEMENT AVEC LE CANADA?

Voilà. Il n'y a pas d'échappatoire possible.

Le premier volet permet à chacun de faire un choix essentiel. Le second volet n'est que subsidiaire et ne vise qu'à mesurer le degré de préférence qu'on devrait accorder au Canada en matière économique. (À vrai dire, je ne serais nullement ennuyé si on faisait sauter le second volet car, selon moi, il est évident que nous serons associés économiquement avec le Canada et avec nombre d'autres pays. Mais

conservons-le pour l'instant puisqu'il reflète une situation historique associée profondément à l'inconscient collectif.)

Les deux mots importants sont : PAYS et SOUVERAIN.

On peut ergoter longtemps sur la signification réelle de ces deux mots, mais je pense qu'ils veulent dire la même chose pour la plupart des gens. Mais si on veut s'assurer qu'ils ne fassent pas l'objet de définitions diverses, il suffit de leur donner le sens que le *Larousse* leur accorde:

«PAYS : territoire d'une nation, nation, État.»

«SOUVERAINETÉ : pouvoir suprême reconnu à l'État, qui implique l'exclusivité de sa compétence sur le territoire national et son indépendance dans l'ordre international, où il n'est limité que par ses propres engagements.»

On ne peut être plus clair. On ne peut même pas continuer à entretenir la confusion entre les mots *souveraineté* et *indépendance*, puisque l'indépendance est partie intégrante de la souveraineté.

La définition du dictionnaire ne devrait plus laisser de doute dans l'esprit de personne et c'est celle que je retiens pour éviter que chacun y aille de sa propre définition, de ses propres concepts, de ses propres préjugés.

Non seulement la définition du *Larousse*

est-elle claire, mais elle est historiquement et sociologiquement juste.

L'affaire étant entendue — du moins je l'espère — on peut passer à la réponse.

On peut répondre OUI ou NON au premier volet de la question. Cela fait, on s'est engagé solennellement pour ou contre la souveraineté du Québec.

La réponse au second volet de la question est beaucoup moins importante, comme je l'ai souligné plus tôt. Elle exprime un vœu qui pourrait, à la limite, ne rester que pieux.

Il ne s'agit pas, comme dans le passé, de proposer une association économique au Canada pour la voir aussitôt repoussée. Il s'agit simplement de permettre aux Québécois et aux Québécoises d'indiquer à leurs dirigeants la direction qu'ils voudraient leur voir prendre dans les négociations avec le Canada. La réponse, positive ou négative, n'exclut en rien d'autres associations. Elle ne fait que prendre note d'une réalité historique pour y ajouter une volonté personnelle.

J'ai ajouté «dans la mesure du possible». Cette expression me semble importante parce qu'elle nous permet de ne pas nous engager irrémédiablement sur une voie qui pourrait s'avérer dangereuse.

En effet, toute association doit être faite dans l'intérêt des partenaires en présence.

Comme il n'est pas dit qu'une association économique avec le Canada soit d'emblée dans l'intérêt de tous, et comme la forme qu'elle pourrait prendre est loin de faire l'unanimité, il faut rester prudents et laisser en ce domaine une bonne marge de manœuvre aux preneurs de décisions.

Autrement dit, si nous y voyons notre intérêt, tant mieux. Sinon, nous irons voir ailleurs.

D'où l'on voit que la réponse au premier volet de la question est essentielle alors que la réponse au second volet n'est qu'accessoire.

Quelles sont les réponses possibles ?

On peut répondre OUI ou NON aux deux volets de la question. Dans ce cas, il n'y a pas d'équivoque possible.

Mais on peut répondre NON au premier volet et OUI au second. Quelle interprétation faudrait-il alors en tirer ? Je pense qu'il n'y en a qu'une: On a répondu NON à la souveraineté du Québec mais, comme on ne peut pas présumer des résultats et qu'une majorité pourrait répondre OUI au premier volet, on veut que, dans ce cas, le Québec souverain soit associé économiquement avec le Canada. (On se déclare contre la souveraineté du Québec mais, «une fois mal pris», aussi bien sauver les meubles.)

Voilà la question.

Je crois que le peuple québécois est prêt à y répondre et c'est pourquoi je souhaite qu'on la lui pose le plus tôt possible.

En attendant, on pourrait peut-être la poser à M. Bourassa.

Nous connaissons déjà la réponse de M. Parizeau et du Parti québécois.

Mais je crains que nous ayons à attendre longtemps celle de M. Bourassa. Et quand elle arrivera enfin, je vous parie que ce sera NON.

Pour une raison toute simple. Le premier ministre de la province de Québec ne croit pas avoir l'envergure qu'il faut pour devenir le premier ministre d'un pays souverain.

Il a raison.



## MAINTENANT

**C'**est pressé par le temps que j'ai écrit ce livre. C'est pourquoi j'y ai sacrifié le style à la rapidité de l'exécution et à la clarté de l'expression.

Je n'avais pas le temps de figoler et je ne l'ai pas fait. J'ai voulu aller à l'essentiel sans détour et sans fioritures.

Si j'ai réussi à rester efficace, je ne regretterai pas d'avoir agi de la sorte. A vrai dire, j'avais le choix entre un livre écrit maintenant ou un autre, peut-être plus complet et mieux peaufiné mais publié beaucoup plus tard, ou encore pas de livre du tout.

J'ai cru qu'il n'y aurait d'efficacité que dans le choix que j'ai fait d'écrire vite et de publier tout de suite.

C'est à cette efficacité dans l'urgence que je nous appelle tous dans notre marche vers la souveraineté.

Nous y perdrons peut-être un peu en élégance et il est certain qu'il nous arrivera parfois de tourner les coins un peu ronds mais, à ce moment-ci de notre histoire, je pense que nous avons le choix entre cette action rapide sup-

portée par une conjoncture extrêmement favorable ou une action plus lente, mais pas nécessairement plus réfléchie, qui risquerait de nous faire manquer le bateau.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que le peuple québécois est maintenant prêt à déterminer son statut et son avenir politiques.

Et je suis sûr de ne pas me tromper en affirmant que c'est à lui et à lui seul qu'il appartient de le faire.

J'exhorte donc tous les souverainistes à se réunir au sein du Parti québécois.

J'exhorte aussi encore une fois tous mes compatriotes à exiger de M. Bourassa qu'il leur donne, dans les plus brefs délais, la liberté de choisir.

Et j'exhorte enfin M. Bourassa à tenir, dans les plus brefs délais, un référendum sur la souveraineté du Québec.

**MAINTENANT !**

**MAINTENANT !**

**MAINTENANT !**

Saint-David de Yamaska  
le 30 août 1990

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
<b>PREMIÈRE PARTIE: <i>La conjoncture</i></b>	15
Le consensus	19
Les jeunes et la loi 178	23
Le Parti québécois	29
Les gens d'affaires	33
Les Américains	37
Les sondages	41
Les médias	45
Le lac Meech? Où ça?	51
La situation internationale	59
Les faits divers	63
<b>DEUXIÈME PARTIE : <i>Que faire?</i></b>	65
La patrie avant les partis?	71
L'objectif	77
Mesurer ses forces	95
Les relations internationales	103
Un plan d'urgence	115
La commission parlementaire	121
Ontabec ou Quétario?	125
Le Bloc québécois	129
Les minorités françaises	139
Les Anglais du Québec	147
L'été indien	151
La majorité	165
Référendum ou élection?	169
La question	177
<b>CONCLUSION : <i>Maintenant</i></b>	185



Pierre Bourgault sait mieux que quiconque qu'il y a, dans l'histoire, des rendez-vous qu'il ne faut pas manquer.

Dans cet ouvrage que tout le monde attendait, l'auteur analyse des idées, décortique les effets de "l'après-Meech", scrute les hommes en place, interroge l'histoire et dresse un inventaire rigoureux de l'occasion inespérée qui s'offre au Québec.

Pierre Bourgault affirme que la souveraineté du Québec se fera...

### **MAINTENANT OU JAMAIS!**

et, en prévision du prochain référendum, il présente dans ces pages, en avant-première, tous les arguments qui l'ont conduit à préparer LA QUESTION qui devrait être soumise aux électeurs. Elle est claire, simple et précise. Elle comporte deux volets:

1

**Voulez-vous que le Québec devienne  
un pays souverain?**

2

**Voulez-vous que le Québec souverain  
soit, dans la mesure du possible, associé  
économiquement avec le Canada?**

RENAUD-BRAY CDN 90/09 L  
Maintenant ou jamais!  
11-00-0546-9 2-7604-0372-6 90/09 \$14.95

